

*Des Cévennes  
à la Vallée du Jourdain*

Carnet d'un voyage en Palestine

Association  
France Palestine Solidarité  
Alès - Cévennes



Nous remercions vivement les personnes qui en Palestine nous ont accompagnés, ont facilité les rencontres et avec beaucoup de patience expliqué les conditions dans lesquelles ils vivent et résistent : Ali, Bassem, Fayez, Hamza, Imen, Khoulood, Meryem, Nivine, Michel, Rana, Rasheed, Salah, Shirin, Wajdi, Youssef.

Nous adressons nos remerciements au Conseil général du Gard, à la Fondation Un monde par Tous, aux mairies de Cendras et de Saint Julien les Rosiers qui nous ont permis d'apporter une aide substantielle au dispensaire d'Abu Shkhedem.

Merci enfin à Xavier Aliot qui a réalisé la mise en page de ce Carnet de Voyage.

Les auteurs par ordre alphabétique : Aziz Belouahmia, Vincent Debanne, Mauve Jansolin, Anne-Marie et Philippe Lafaye de Micheaux, Albert Lagier, Charles et Françoise Leblon, Salima Mellah, Ghislaine Soulet, Christine Wagner.

Toutes les photographies ont été prises par les participants à la mission.

AFPS Alès-Cévennes,  
526 Chemin de Sauvezon, 30100 Alès  
contact : [afpscevennes@yahoo.fr](mailto:afpscevennes@yahoo.fr)  
tél. : 06 69 46 04 78

## *Je Résisterai*

*poème de Samih al-Qassim\**

*Je perdrai peut-être – si tu le désires – ma subsistance  
Je vendrai peut-être mes habits et mon matelas  
Je travaillerai peut-être à la carrière comme porte faix, balayeur des rues  
Je chercherai peut-être dans le crottin des grains  
Je resterai peut-être nu et affamé  
Mais je ne marchanderai pas  
O ennemi du soleil  
Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines  
Je résisterai*

*Tu me dépouilleras peut-être du dernier pouce de ma terre  
Tu jetteras peut-être ma jeunesse en prison  
Tu pilleras peut-être l'héritage de mes ancêtres  
Tu brûleras peut-être mes poèmes et mes livres  
Tu jetteras peut-être mon corps aux chiens  
Tu dresseras peut-être sur notre village l'épouvantail de la terreur  
Mais je ne marchanderai pas  
O ennemi du soleil  
Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines  
Je résisterai.*

*Tu éteindras peut-être toute lumière dans ma vie  
Tu me priveras peut-être de la tendresse de ma mère  
Tu falsifieras peut-être mon histoire  
Tu mettras peut-être des masques pour tromper mes amis  
Tu élèveras peut-être autour de moi des murs et des murs  
Tu me crucifieras peut-être un jour devant des spectacles indignes  
O ennemi du soleil  
Je jure que je ne marchanderai pas  
Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines  
Je résisterai.*

\* Samih al-Qassim (1939-2014)  
Poète palestinien de Galilée

## *Table des matières*

<b>I. Présentation . . . . .</b>	<b>4</b>	<b>V. La Répression . . . . .</b>	<b>32</b>
Notre mission civile, mai 2014. . . . .	4	Les mille et une facettes de la répression israélienne . . . . .	32
La Palestine . . . . .	6	Les incursions militaires israéliennes. . . . .	33
Situation politique . . . . .	6	Les prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël (rencontre avec Addameer) . . . . .	34
Présentation du dispensaire. . . . .	8	Rencontre avec Majed Bamyra, chargé du dossier des prisonniers au gouvernement . . . . .	34
Droit à la santé en zone occupée. . . . .	11	En Palestine, la détention administrative est un déni du droit international. . . . .	36
<b>II. La Naqba, la catastrophe . . . . .</b>	<b>12</b>	Nettoyage ethnique et colonisation dans la Vallée du Jourdain . . . . .	37
Dignité et colère sourde face à une répression exercée à dose homéopathique . . . . .	14	Naplouse et la deuxième Intifada . . . . .	38
Plan rapproché et plan large, les deux faces de la vérité pour les funérailles . . . . .	15	Rencontre avec des femmes engagées . . . . .	39
Les camps de réfugiés . . . . .	16	<b>VI. La résistance / Soumoud. . . . .</b>	<b>40</b>
A Deisheh, les murs parlent . . . . .	18	Impressions, rencontres fortes, la résistance non-violente . . . . .	40
Balata : Le camp le plus petit et le plus peuplé . . . . .	19	L'éducation des jeunes comme acte de résistance. . . . .	41
<b>III. Colonisation. . . . .</b>	<b>20</b>	Al Sanabel : un projet en plein développement. . . . .	43
Rencontre avec Michel Warschawski, anticolonialiste israélien . . . . .	20	Le réseau de Coopérations décentralisées pour la Palestine . . . . .	44
Battir en Cisjordanie : un village d'irréductibles palestiniens . . . . .	23	Rencontre avec le maire de Zeitouna . . . . .	45
Hébron : une ville assiégée . . . . .	24	<b>VII. Impressions . . . . .</b>	<b>46</b>
Villages près de Tulkarem mutilés par le mur . . . . .	25	Choses vues en Palestine occupées . . . . .	46
<b>IV. L'eau en Palestine . . . . .</b>	<b>28</b>	Jérusalem, la meurtrière, Al-Qods la confiante. . . . .	48
L'eau en Palestine . . . . .	28	Vallée du Jourdain, Palestine : un berger de 17 ans, tué par une des mines israéliennes disséminées dans la pâture . . . . .	50
Guerre de l'eau et dynamique d'expulsion dans la vallée du Jourdain . . . . .	30	Retour de Palestine-France . . . . .	
L'eau à Battir . . . . .	31	<b>Annexes . . . . .</b>	<b>55</b>
		Programme de la mission civile, lieux visités et rencontres . . . . .	55
		Carte de la Vallée du Jourdain . . . . .	55

# Présentation



À Zeituna, avec le maire et des conseillers municipaux

La mission civile qui s'est rendue en Palestine du 10 au 22 mai 2014, organisée par l'Association France Palestine Solidarité Alès-Cévennes, était constituée de douze personnes qui n'étaient pas toutes adhérentes de l'association (certaines le sont devenues depuis) et dont huit n'y étaient jamais allées. Il y avait :

- 2 médecins : Anne-Marie Lafaye de Micheaux et Albert Lagier
  - 2 élus locaux : Ghislaine Soulet et Sylvain André
  - 2 agents territoriaux : Mauve Jansolin et Aziz Belouahmia
  - un travailleur social : Ouali Djoudi
  - des militants associatifs : Salima Mellah, Vincent Debanne, Charles Leblon, Françoise Leblon, Philippe Lafaye de Michaux
- La mission était pilotée par la présidente et la secrétaire de l'association : Françoise et Salima.

Depuis 2010 l'association soutient matériellement le dispensaire rural du village d'Abu Shkhedem (en Cisjordanie occupée) dont elle a accueilli en mars 2012 deux représentants, Docteur Rami

Badran et le directeur Mr Falah Salah. Cette visite s'inscrivait tout naturellement dans la continuité de nos échanges avec le dispensaire. Les objectifs de la mission étaient multiples :

- rencontrer nos amis et partenaires du dispensaire pour une réunion d'amitié et de travail, développer des relations avec la population du village, à travers ses organisations locales (femmes/jeunes et enfants), ses élus,
- faire découvrir et comprendre à ses participants la réalité de la situation politique et humaine qui prévaut en Palestine,
- établir des liens en vue d'éventuels partenariats entre collectivités locales ici et là-bas,
- rencontrer des partenaires israéliens anticolonialistes,
- développer la solidarité avec le peuple palestinien,
- et en témoigner au retour.

Les événements, des circonstances dramatiques nous ont parfois amené à modifier le programme initial.

Les lieux que nous avons visités et les rencontres que nous avons faites:

## Jérusalem

Visite de la vieille ville puis présentation de la colonisation autour de Jérusalem par **Michel Warshawski**, anticolonialiste israélien, président du Centre d'Information Alternative (AIC).

## Bethléem

Séjour dans le camp de réfugiés de **Deisheh** au centre socio-culturel **Ibdaa** : visite du camp avec **Hamza** ; visite de la ville de Bethléem, rencontres avec des associations (**Solidarité**), une pédo-psychiatre **Dr Souha Mansour Shehade** ; visite du village de **Battir** où nous avons été reçus en mairie.

## Hébron

Rencontre avec l'association **Hébron-France**, **Khouloud**, guide francophone de l'association, nous fait parcourir la ville (Hébron est un cas particulier avec des colonies à l'intérieur même de la ville) et la dernière verrerie/poterie de la ville; **Halhul** : rencontre avec **Bassem** un responsable de la coopérative de jus de fruit **Al-Sanabel**.

## Vallée du Jourdain

Visite (éprouvante) sur le terrain et rencontre avec des habitants de la vallée, des militants palestiniens résistant à la colonisation, la dépossession, guidés par **Rasheed** de l'association **Jordan Valley Solidarity**.

## Ramallah

Nombreuses rencontres : avec le représentant du **RCDP** (Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine) en **Palestine Yasser Abed**, le **Dr Iskafi** de l'ONG palestinienne de santé **PMRS**, **Ilham Hamad** responsable au **ministère des Affaires féminines**, **Salah Hamouri** et **Soumoud Sa'dat** de l'association de défense des prisonniers politiques palestiniens **Addameer**, **Majed Bamyra**, diplomate chargé de la **campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et tous les prisonniers**, participation à la manifestation pour le **Nakba Day**, visite des mausolées de **Yasser Arafat** et **Mahmoud Darwich** (+ musée).

## Abou Shkhedem et Mazra'a

Notre programme est bouleversé : **le 16 mai nous participons aux obsèques des 2 adolescents assassinés la veille par les forces d'occupation israéliennes**. Nous rencontrons nos partenaires du dispensaire et le maire de la municipalité de **Zeitouna** (Abou Shkhedem + Mazra'a), rencontre avec des responsables du club des jeunes.

## Naplouze

Rencontre avec l'ONG **Human Supporters Association**, association d'éducation populaire (enfants, adolescents) et son directeur **Wajdi Yaesh** ; visite de la ville, du camp de réfugiés de **Balata** et du **Centre culturel Yafa** guidés par **Ali** et **Ahmed** de l'association.

## Tulkarem et sa région

Le mur, la pollution, l'agriculture, rencontre avec **Fayez Taneeb** de la coordination des Comités de résistance populaire (**Popular Struggle Coordination committee**) et du PC palestinien (PPP).

## Jifna, près de Ramallah

Nous logeons au centre social « **Maha Nasser** » dirigé par **Rana Hadjaj** : rencontre avec **Khalida Jarrar**, députée du Front de Libération de la Palestine (FPLP) et **Mme Abla Sa'dat** (femme de prisonnier) de la Campagne pour la libération d'**Ahmad Sa'dat** (**secrétaire général du FPLP**).

## Jérusalem

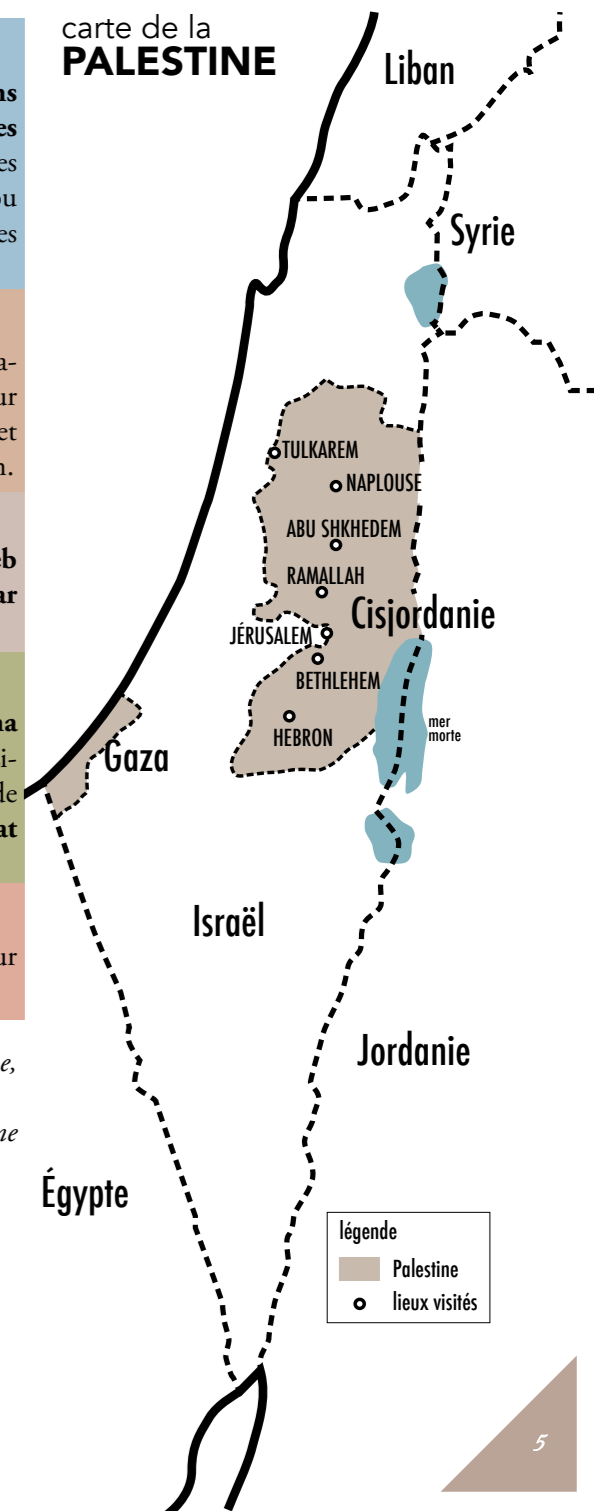
« Journée libre » flâneries dans les souks pour les uns, départ pour l'aéroport Ben Gourion pour les autres.

*Remarque : Par visite il faut généralement entendre visite politique, sauf précision contraire.*

*Une partie des participants du voyage a dû nous quitter après une semaine.*

Françoise Leblon

carte de la  
**PALESTINE**



légende  
■ Palestine  
● lieux visités

## *Palestine : brève présentation*

À savoir : Selon le droit international, la totalité du territoire palestinien (Cisjordanie inclus Jérusalem-Est + Bande de Gaza) est sous occupation israélienne et toutes les colonies sont illégales.

- Population : **4, 6 millions** (dont 2,75 millions en Cisjordanie et 1, 85 millions dans la bande de Gaza)
- Superficie : **6 020 km<sup>2</sup>** (5 655 km<sup>2</sup> en Cisjordanie, 365 km<sup>2</sup> dans la bande de Gaza), capitale administrative Ramallah.

Jérusalem-Est qui fait partie de la Cisjordanie doit devenir la capitale de l'État de Palestine. Depuis 1967, 600 000 colons ont été installés par Israël dans les territoires palestiniens, en violation des Conventions de Genève.

Le **territoire palestinien est divisé en trois zones** (Accords d'Oslo II, 1995) :

La **zone A** comprend les grandes villes palestiniennes de Cisjordanie **où l'Autorité Palestinienne assure la sécurité et l'administration, à l'exception de Jérusalem illégalement annexée par Israël**. La zone A couvre 20 % de la Cisjordanie et comprend 55% de sa population. **Dans les faits, l'armée israélienne intervient fréquemment en zone A.**

La **zone B** comprend la plupart des autres localités palestiniennes, à l'exception de certains camps de réfugiés et villages. **L'Autorité Palestinienne y a, en théorie, la responsabilité de l'administration et Israël conserve une responsabilité prépondérante pour les questions de sécurité.**

La **zone C** est sous **contrôle total d'Israël pour la sécurité et l'administration**. La **zone C représente la plus grande portion des terres de la Cisjordanie (62%)**. C'est la seule zone y possédant une continuité territoriale, encerclant et divisant les zones A et B. De plus, elle comprend la plus grande part des terres fertiles et des ressources de Cisjordanie. La Vallée du Jourdain est à 87% en zone C. (*« Palestine, les chiffres clés 2014, Territoire et population » Plateforme des ONG françaises pour la Palestine*)

## *Situation politique*

### **Au moment de la mission civile (mai 2014)**

L'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) a été instaurée par les Accords d'Oslo (Oslo I, 1993) qui devaient mener le pays à l'indépendance en 5 ans. Le président de l'ANP est élu par les seuls Palestiniens habitant la Palestine. Ses pouvoirs sont limités.

Après une longue période de division (2007/2014), due d'abord au refus de la communauté internationale de reconnaître le résultat des élections législatives de 2006, les deux principaux partis politiques rivaux, le Fatah et le Hamas, en bout de course (échec des négociations pour l'un, situation catastrophique dans la Bande de Gaza pour l'autre), se sont mis d'accord pour constituer un gouvernement d'entente nationale dont l'objectif est de permettre la tenue des élections présidentielle et législative. Unité réclamée depuis longtemps par le peuple (« le peuple veut l'unité ! »).

Ce gouvernement d'entente nationale, reconnu et agréé par la communauté internationale a immédiatement fait l'objet de représailles de la part des autorités israéliennes : lancement d'un nouveau plan de construction de plus de 3000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupée, rétention des taxes douanières et TVA dues à l'Autorité palestinienne, interdiction faite aux nouveaux ministres de circuler librement entre Gaza et la Cisjordanie. L'UE «profondément déçue» par l'annonce israélienne, non seulement réagit à minima, mais dans le même temps développe sa coopération avec Israël et signe avec lui un très important accord de coopération scientifique. On cherche vainement la moindre sanction pour amener l'État israélien sur le chemin du droit international qui est pourtant le seul chemin vers la paix.

La Palestine souffre d'une grave crise de « leadership » : 20 années de « négociations » ont vu la situation palestinienne se dégrader inexorablement, avec le développement exponentiel de la colonisation, la spoliation des terres et de l'eau, les destructions de maisons, d'infrastructures, de cultures, les expulsions, arrestations et assassinats ciblés, une occupation de plus en plus prégnante... Les

leaders politiques ont été exécutés ou sont emprisonnés, les partis de gauche laminés. La résistance populaire non-violente subit une répression féroce, elle a un appui modéré de l'Autorité Palestinienne qui craint un soulèvement populaire général entraînant une répression sanglante ; la résistance armée quant à elle, légitime en droit, est réprimée et par Israël et par l'Autorité palestinienne (conséquence des accords d'Oslo)... Le développement spéculatif de Ramallah présente une fausse image de prospérité, et reste à la merci du bon vouloir de l'occupant, mais il n'y a pas de développement économique possible sous occupation.

Et si pour beaucoup de Palestiniens rencontrés la « solution à 2 États » est morte, la solution qui rendra justice au peuple de Palestine, tout le peuple, est encore bien loin... mais l'espoir, et la résistance au quotidien, le fameux soumoud est là, et bien là.

### **Actuellement : septembre 2014**

Quatre mois se sont écoulés depuis notre séjour en Palestine. La Bande de Gaza et sa population ont subi la pire agression depuis la seconde Intifada: 2150 morts, plus de 11000 blessés, des centaines de milliers de personnes déplacées, des dizaines de milliers de maisons détruites ou endommagées, des familles entières délibérément éradiquées, des enfants ciblés, des quartiers entiers rayés de la carte.... Ce que l'historien israélien Ilan Pappé appelle «génocide progressif».

La résistance palestinienne a infligé les plus importantes pertes depuis 2006 à l'armée israélienne (67 militaires tués, reconnus par Israël). Le gouvernement d'entente nationale palestinien mis en place le 2 juin n'a pas explosé, un cessez-le-feu a été signé... mais la levée du blocus, la liberté de circulation des personnes, l'entrée du matériel nécessaire à la reconstruction ne vont pas de soi, des négociations doivent encore se dérouler au Caire, et Israël renâcle et se livre à des provocations.

Pendant ce temps en Cisjordanie la répression se poursuit : expansion des colonies, incursions de l'armée d'occupation, nombreuses arrestations y compris de jeunes enfants, violences sur les personnes, destruction de maisons, assassinats...

De la même façon que notre séjour et les événements auxquels

nous avons assisté, les rencontres que nous avons faites, nous ont permis d'avoir une perception plus exacte de la guerre menée par les autorités israéliennes contre la population palestinienne, cette guerre a apporté un éclairage et un sens bien précis à ce que nous avons vu : la Palestine, toute la Palestine, le peuple palestinien, tout le peuple palestinien subissent une occupation d'une violence inouïe, avec des moments « éruptifs » où l'armée israélienne se déchaîne, teste de nouvelles armes, de nouveaux engins, décuple les exactions, arrestations, annexions de territoire, expulsions... toutes choses qui ont pour seuls buts l'élimination du maximum de Palestiniens et l'accaparement du maximum de terre. Les gouvernements occidentaux qui de fait s'alignent sur les positions israéliennes et les gouvernements arabes, y compris les plus rétrogrades sont les complices complaisants qui permettent à l'État israélien de poursuivre son œuvre de nettoyage ethnique.

Mais les peuples, aussi écrasés aussi humiliés soient-ils finissent toujours par se libérer.

Le 24 septembre 2014

Françoise Leblon

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que les services sociaux nécessaires. »

Déclaration universelle des droits de l'homme, article 25

## Présentation du dispensaire



### Situation

Abu Shkhedem se trouve à côté de Bir Zeit, près de Ramallah, à l'écart de la route principale. C'est une zone enclavée, isolée des villes plus importantes par des barrages et /ou check-points, soumise aux incursions de l'armée israélienne, dans laquelle les habitants ont peine à se déplacer, tout particulièrement en période de fortes tensions avec l'occupant. C'est une région particulièrement déshéritée.

### Population et fréquentation

Le dispensaire a été créé en 2003 pour desservir Abu Shkhedem ainsi que 5 autres villages proches : Kobar, Mazra'a Al Qiblya, Abu Qash, Buhram, Bir-Zeit, soit une population totale d'environ 17 000 habitants. Il s'est ensuite agrandi grâce à des dons privés de personnes liées à l'AFPS.

Ouvert tous les jours de 15h à 22h et au-delà quand c'est nécessaire, il accueille plusieurs centaines de personnes par mois en consultation, surtout des enfants (campagnes de vaccination infantile), des personnes âgées (qui se déplacent moins facilement), des femmes, des hommes accidentés du travail (manque de protection : tracteurs, bâtiment...).

### Nature de la structure

C'est une fondation, créée par des élus municipaux. Elle est dirigée par un conseil d'administration composé d'élus et de membres du personnel.

### Moyens humains et matériels, besoins

Le dispensaire se finance par les consultations dont le tarif est insuffisant pour pourvoir à ses besoins. Il s'efforce de couvrir au mieux les soins nécessaires aux 6 villages.

Les cliniques privées sont trop chères et devoir aller à Ramallah prend beaucoup de temps : 15 km seulement, mais avec des contournements à cause des check-points, barrages mobiles, il arrive aussi que ce soit impossible, l'occupant israélien ayant décidé de fermer le passage ...

Le personnel : une infirmière et un secrétaire comptable, un généraliste, un dentiste, le directeur, laborantin de profession, n'exerce plus à ce titre au dispensaire pour des raisons de conformité du laboratoire. Seuls les deux premiers sont salariés. Le cabinet dentaire est ouvert tous les jours de 16 heures à 22 heures (sauf le vendredi, jour férié), il est bien équipé en appareils, mais il manque de produits indispensables, dont les anesthésiants.



Une gynécologue intervient tous les quinze jours et assure le suivi des grossesses, aidé en cela par l'échographe qui a pu être acheté grâce au soutien financier apporté par l'AFPS Alès-Cévennes.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire situé à Bir-Zeit.

Les soins sont dispensés à des tarifs très bas : les consultations avec un médecin généraliste ou le dentiste coûtent à peine le tiers du tarif appliqué à Ramallah.

Les médecins touchent 75% de ce prix réduit - ils travaillent le matin dans d'autres structures médicales où ils sont rémunérés - et 25% du montant de la consultation vont au dispensaire.

Les médicaments, trop coûteux pour la population, sont délivrés par le dispensaire à un prix plancher bien inférieur à celui auquel ils sont achetés.

Tout ce personnel fait preuve d'un dévouement immense, pour que les habitants puissent continuer à être soignés sur place et permettre au dispensaire de continuer à fonctionner.

Le dispensaire, indépendant, ne reçoit aucune aide, ni de l'Autorité palestinienne, ni d'associations étrangères, mis à part quelques dons ponctuels.

C'est dans un contexte dramatique, celui de l'assassinat délibéré de deux adolescents aux mains vides par les militaires israéliens devant la colonie prison d'Ofer, lors de la journée de commémoration de la Naqba, que les membres de la mission civile se sont rendus à Abu Shkhedem. L'un d'eux était du village. Au lieu de la réunion de travail programmée avec l'équipe médicale nous avons assisté, la rage au ventre, bouleversés et remués au plus profond de nous-mêmes, à ses obsèques. Nous avons toutefois pu rencontrer l'équipe et visiter à plusieurs reprises le dispensaire, constater son utilité, l'affluence des patients et leur confiance dans les médecins, l'amélioration que notre aide\* permet d'apporter : l'infirmière et le secrétaire comptable ont pu, l'un dans l'autre être payés, des médicaments et du matériel (échographe et électrocardiographe, remplacement de l'ordinateur) ont pu être achetés.

Les besoins sont encore importants mais nous avons la volonté de poursuivre le travail commencé, et souhaitons vivement entraîner

dans cette aventure humaine des collectivités locales ou territoriales qui le peuvent. Parce que nous avons un devoir de solidarité.

Important à savoir :

- Nous ne pouvons faire parvenir ni médicaments, ni équipements directement au dispensaire car les autorités israéliennes ne permettent pas leur acheminement dans les territoires palestiniens. Tout doit être acheté sur place.
- C'est grâce aux dons d'habitants de la région et aux subventions accordées par le Conseil Général du Gard, la Fondation un Monde par Tous, les municipalités de Cendras et St Julien les Rosiers que l'AFPS Alès-Cévennes a pu fournir aide et soutien au dispensaire.

Christine Wagner et Françoise Leblon



Claude Léostic  
alors vice-présidente de l'AFPS  
écrivait cet article  
en 2011

Actuelle présidente de la plateforme  
des O.N.G. Françaises pour  
la Palestine, elle a représenté  
l'association en Palestine  
de 2001 à 2003

## *Le système de santé en Palestine et du dispensaire d'Abu Shkhedem*

Il y a en Palestine un ministère de la santé, des hôpitaux d'État et un suivi très sérieux, des médecins bien formés et un personnel médical dévoué. Des infrastructures modernes en général. Plus des hôpitaux privés. Et une industrie pharmaceutique locale (qui a beaucoup souffert de l'occupation).

Mais, quand la réoccupation de la Cisjordanie a imposé un bouclage complet dès 2001, il était impossible aux habitants de se déplacer pour se faire soigner. Sans compter que les hôpitaux étaient souvent bloqués par les forces israéliennes.

Alors nombre d'ONG palestiniennes (comme le Health Work Committee – HWC - ou le Palestine Relief Society /Union Palestinian Medical Relief Committee – PRS/UMPRC-) et internationales comme Care, Médecins du Monde, MSF et différents organismes caritatifs) se sont mises au travail, pour suppléer les béances dans la couverture de santé dues à l'occupation. Dépenses décuplées par la même occupation : blessés, handicapés, malades chroniques, femmes en enceintes etc... et santé mentale, point majeur pour une population jeune traumatisée par la violence de l'occupation (sans parler de la dégradation massive du niveau de vie et de l'incapacité de se soigner quand on peine à nourrir sa famille.).

Ce sont surtout ces ONG qui assurent le travail de prévention et de vaccination par exemple dans les campagnes, avec des cliniques mobiles. Elles travaillent aussi sur la prévention des violences familiales, le planning familial..

C'est dans ce cadre d'occupation militaire que le dispensaire a été créé, grâce à la détermination de Falah Mahmoud Falah qui lui même est laborantin à l'hôpital Sheikh Zayed à Ramallah (hôpital privé créé par le sheikh pour porter assistance aux blessés de l'Intifada, devenu généraliste depuis), avec l'aide généreuse d'une

adhérente - qui se veut anonyme - de l'AFPS, à un moment où il était impossible de se déplacer pour aller à Ramallah. Ce qui a duré longtemps.

Les services du dispensaire (soins généraux, obstétriques et dentaires) quasi gratuits, ont permis que la population d'Abu Shkhedem et des villages environnants aient accès aux soins alors que la vie était pratiquement arrêtée.

Le lien s'est fait avec des hôpitaux de Ramallah puisque ce sont des médecins de Ramallah (avec permis de se déplacer puisque médecins) qui sont venus assurer les soins.

Si une situation normale de non occupation était rétablie, on pourrait à terme se dire que ce dispensaire a joué son rôle et que les malades peuvent aller à l'hôpital d'État de Ramallah. Mais il n'en est rien et nous savons aussi l'importance des soins de proximité pour les personnes âgées ou fragiles.

Je crois que ce rôle là durera longtemps.

## *Droit à la santé en zone occupée*

La situation sanitaire en Palestine est forcément en rapport direct avec les conditions politiques auxquelles le pays est exposé, avec en premier lieu le joug constant d'une colonisation forcenée qui ne laisse que peu d'espace pour développer des structures répondant aux besoins, et appauvrit considérablement les populations. Encore, ne parlerons nous pas de la situation de Gaza où tous les rapports d'experts sont accablants du fait d'un blocus effroyable. Au travers justement des contraintes exposées, les solutions proposées développent des ressources d'imagination imprévues pour s'adapter au carcan des entraves à l'exercice médical.

Je prendrai quelques exemples significatifs au travers des situations que nous avons rencontrées sur place.

La colonisation qui divise les territoires en catégories (A, B, ou C) contraint à ces adaptations. C'est ainsi que dans les zones C, où les dispensaires de structure traditionnelle, ne peuvent exister (ex : la vallée du Jourdain), des ONG ont mis en place des modes de réponse « alternatifs » qui ont au moins le mérite d'exister, même s'ils ne parent qu'au plus pressé. Pour les villages dispersés des Bédouins dont le premier souci est de résister aux expulsions, de conserver leurs ressources en eau, la santé ne signifie souvent que le recours en urgence à des soins.

L'ONG que nous avons rencontrée Palestinian Medical Relief Society (PMRS) a ainsi créé des dispensaires ambulants qui visitent les campements deux fois par mois.... Il s'agit d'ambulances équipées de trois médecins pour enfant, pour adultes, pour les femmes (grossesse, etc.) ainsi qu'un personnel infirmier, et d'autres techniciens. Pour la vallée du Jourdain, trois autres ONG se partagent ces tâches. Elles agissent en complémentarité avec l'Autorité palestinienne qui coordonne ces actions au niveau du ministère de la santé : c'est le HWC (Health Work Comitee) une organisation similaire au PMRS. C'est seulement pour les vaccinations (!...) que l'Autorité reçoit l'autorisation du gouvernement Israélien de les

mener à bien. Lors de notre réunion à Ramallah avec le Dr Iskafi, l'un des directeurs du PMRS, ce dernier faisait état des difficultés rencontrées aujourd'hui quant à au financement de leur organisation qui ne se fait que sur des fonds privés (Oxfam..) lesquels ont baissé de manière dramatique, du fait de leur redistribution (Syrie, ou autres pays en urgence sanitaire). Leur budget annuel est ainsi passé à 7 Millions d'€ par an contre 11 il y a quelques années encore.

L'exemple du dispensaire du village d'Abu Shkhedem est aussi significatif des contraintes et adaptations aux situations extrêmes. Ce dispensaire a été créé en 2003, avec l'aide notamment de l'AFPS nationale, au plus fort des entraves que le gouvernement israélien mettait aux déplacements des Palestiniens dans leur propre pays : routes fermées, interdiction de quitter le village, incursions militaires. Cette création a résulté d'une volonté de ne pas laisser ce bourg de 4.000 habitants hors d'une protection sanitaire d'autant que 6 villages (17.000 personnes) au total sont concernés. Pourtant Ramallah n'est qu'à 15 km... Dès 2010 L'AFPS Ales-Cévennes s'est donné pour objectif, d'apporter une aide concrète matérielle, pour l'aider à s'équiper. Un appareil ECG et un échographe, faisaient partie des priorités pour le bon fonctionnement du dispensaire.

À Alès, des bailleurs médicaux étaient prêts, par solidarité, à offrir ces équipements, mais le gouvernement israélien interdit les dons de matériel médical à la Palestine. Une collecte de fonds a permis d'acheter ces indispensables outils, et plus récemment le matériel d'informatisation du secrétariat. Deux médecins généralistes, un dentiste, une consultante de gynécologie, une infirmière, un secrétaire-comptable sont l'ossature de cette structure.

On peut imaginer, au travers de ces deux exemples, les entraves que la puissance coloniale israélienne met à un droit fondamental des humains, le droit à la santé.

Albert Lagier

# La Naqba, la catastrophe



Commemoration de la Naqba (Naqba Day), manifestation officielle à Ramallah

## Rappel Historique

Le sionisme (qui est à la fois un nationalisme et un colonialisme) apparaît en Europe Centrale et Orientale à la fin du XIXe siècle : Théodore Herzl publie en 1896 « l'État des Juifs » dans lequel il préconise la création d'un État juif en Palestine. L'année d'après se tient à Bâle le premier congrès sioniste qui crée l'Organisation sioniste mondiale (OSM). Un Fond National Juif est chargé d'acquérir des terres en Palestine historique pour le compte de l'OSM. Terres qui doivent être utilisées et travaillées exclusivement par des Juifs.

En Palestine, entre 1904 et 1914 la population juive passe à 6% de la population totale (et déjà les premières tensions se manifestent entre sionistes et paysans palestiniens), elle atteint 30% en 1947, au moment du plan de partage et possède alors à peine 7 % des terres.

Entre temps la première guerre mondiale avec la victoire des Alliés a entraîné le dépeçage de l'empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne se sont partagés le Proche-Orient (Accords Sykes-Picot) en gros à la France le Liban et la Syrie, à la Grande-Bretagne la Palestine, la Jordanie et l'Irak.

Le 2 avril 1917, l'Anglais Lord Balfour, secrétaire du Foreign Office\*, déclare que le gouvernement de sa majesté « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine... » Les Palestiniens – 94% de la population - ne sont plus que des « collectivités non-juives » !

La Palestine est occupée par les Alliés, sous le commandement britannique. En 1922, la Société des Nations (SDN) confie le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne.

**La résistance palestinienne à cette dépossession se manifeste dès 1904** et de plus en plus massivement et violemment à mesure que l'immigration juive s'amplifie. En **1936 éclate la Grande Révolte** : grève générale, désobéissance civile, manifestations... **les Palesti-**

\*Foreign Office : Ministère des affaires étrangères britannique

**niens exigent : l'arrêt de l'immigration juive, l'arrêt de la vente des terres aux juifs, l'instauration d'un gouvernement palestinien.** La répression britannique, aidée par les forces juives organisées en milices, est féroce. En 1939, Londres qui ne veut pas, au moment d'entrer en guerre, s'aliéner les dirigeants arabes, décide de limiter l'immigration juive et promet l'indépendance de la Palestine dans les 10 ans, avec au maximum 1/3 de population juive.

**Au sortir de la guerre, le monde découvre l'horreur nazie et les camps de la mort, MAIS, et MALGRE CELA, les nations occidentales ferment leurs portes aux survivants de la Shoah** – à la satisfaction des dirigeants sionistes - entraînant une immigration massive et clandestine vers la Palestine. En même temps les dirigeants sionistes se lancent dans la lutte armée, et mènent des actions terroristes contre les Britanniques (attentat contre l'hôtel King David (1946), assassinat du Comte Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU en 1948...) et les Palestiniens.

En février 1947, la Grande-Bretagne, incapable de résoudre la situation qu'elle a créée par ses promesses contradictoires aux sionistes et aux Palestiniens porte la « question de Palestine » devant l'ONU qui vient de succéder à la SDN.

Le 29 novembre 1947 le plan de partage est voté par l'Assemblée Générale de l'ONU. **C'est la résolution 181, adoptée à la majorité requise et qui propose :**

- **Un État juif sur près de 56% du territoire de la Palestine historique (500 000 juifs et 400 000 Arabes)**
- **Un État arabe sur 44% (700 000 Arabes, 10 000 Juifs)**
- **Un régime de tutelle international pour Jérusalem et Bethléem (105 000 Arabes, 100 000 Juifs)**

Le 15 mai 1948 la Grande-Bretagne remet son mandat, sans toutefois permettre à l'ONU de prendre le relais : la veille, le 14 mai 48, Ben Gourion avait, unilatéralement, proclamé la création de l'État d'Israël. Cette proclamation ne définit pas les frontières du nouvel État. « Il est clair à ce moment que les dirigeants sionistes veulent l'État juif le plus grand possible et le plus homogène possible » (D.Vidal, « les 15 dates-clefs du conflit israélo-palestinien », Cahiers de l'AFPS).

**Les Armées arabes entrent en lice.** Contrairement aux idées reçues et à la propagande sioniste, les forces arabes toutes ensemble ne dépassent pas 25 000 soldats, alors que les forces armées israéliennes en comptent 35 000, qu'elles atteindront les 100 000 en décembre 1948, et sont beaucoup mieux équipées et entraînées.

Du 29 novembre au 10 mars 1949, date de la dernière bataille, trêves et combats se sont succédés. **À la fin des combats, Israël s'étend sur 78% de la Palestine historique (il occupera les 22% restant à partir de 1967) et a pris le contrôle de la partie Ouest de Jérusalem.** Il ne reste plus que 150 000 Palestiniens dans ce qui est devenu l'État d'Israël, ils vivront sous régime militaire jusqu'en 1966 et ne seront jamais que des citoyens de seconde zone.

**Entre 800 et 900 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux** par tous les moyens : massacres (40 au moins), expulsions (plus de 500 villages ou quartiers de villes rasés), terreur. Alors qu'ils pensent pouvoir regagner leurs maisons une fois le conflit terminé, le nouvel État refuse leur retour, et récuse sa responsabilité dans leur exode. Cela en violation de tous les engagements pris par Israël lors de son **admission à l'ONU le 11 mai 1949 (résolution 273)**. Notamment le respect de toutes les résolutions. **(La résolution 194, adoptée le 11 décembre 1949, proclame le droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers et/ou à une indemnisation.)** Les biens des Palestiniens déclarés « **bien des Absents** » sont appropriés par le Fonds National Juif. Israël refuse d'appliquer le « droit au retour » des réfugiés palestiniens, mais adopte « la loi du retour » qui octroie d'office la nationalité à tout immigrant juif d'où qu'il vienne.

De février à juillet 1949 des accords d'armistice sont signés entre les belligérants à l'exclusion des Palestiniens (pas pris en considération en tant que tels). Ces accords déterminent la « **Ligne Verte** », qui est la ligne d'arrêt des combats, improprement appelée « frontières de 1967 ».

La Jordanie (qui avait conclu une entente avec les dirigeants sionistes) annexe la Cisjordanie, tandis que l'Égypte administre sans l'annexer la Bande de Gaza. **La Palestine a disparu. La majorité de ses habitants sont devenus des réfugiés.**

Françoise Leblon

## *Dignité et colère sourde face à une répression exercée à dose homéopathique*

Manifestation pour le droit au retour des réfugiés : la mort en direct de deux jeunes, Mohamed et Nadeem, des villages d'Abu Shkhedem et Mazra'a.

Le 15 mai pour le 66ème anniversaire de la Naqba, une manifestation officielle traverse Ramallah. Des groupes de jeunes garçons portent ostensiblement des clés en carton des maisons de leurs grands parents où ils demandent à retourner. Mahmoud Abbas, la maire de Ramallah et l'Imam en rang serrés ferment la marche. « Droit au retour des réfugiés » ! C'est le thème du défilé, des allocutions, des chants et pièces de théâtre joués par les jeunes filles en clôture de la manifestation.

Mouvement de caméras et de micros, une israélienne s'est approchée de l'estrade et des officiels. Après un court instant de négociation, elle monte sur scène à côté de l'orateur du Fatah. Elle arbore un énorme panneau accroché à son cou: « Stop à la colonisation » y est écrit en hébreu, en anglais et en arabe. Elle scande avec l'orateur les slogans pour la paix et le droit au retour des réfugiés !

Pendant ce temps un groupe de jeunes manifeste non loin, devant la prison d'OFER protégée par un haut mur de béton et des barbelés. Nous apprenons le soir que parmi eux, deux jeunes de 15 et 17 ans sont tombés mortellement blessés : des tirs dans le dos ! Alors que le groupe des manifestants se protège à l'abri du mur qui enserme la prison et des soldats postés en hauteur, tous deux marchaient à distance du mur. Ils sont tombés face à terre, à quelques minutes d'intervalle. Les films des caméras de surveillance en attestent. Une balle a traversé le cœur de l'un, trois balles ont traversé l'abdomen de l'autre.

L'armée israélienne indique avoir utilisé « des moyens anti-émeute et des balles caoutchoutées ». Le docteur Samir Saliba, de l'hôpital de Ramallah déclare que les adolescents ont été atteints par des balles réelles.



## *Plan rapproché et plan large, les deux faces de la vérité pour les funérailles*

Par solidarité nous avons proposé d'être présents aux obsèques du lendemain.

2 voitures nous y ont conduits.

Durant le trajet, les conducteurs insistaient pour que nous prenions des photos et des vidéos afin de pouvoir témoigner du drame.

Les 2 victimes habitants des villages voisins, le rendez-vous était donné au carrefour des villages. Une prière commune y fut célébrée puis les cortèges emmenèrent les corps enveloppés d'un drapeau palestinien, portés sur des civières dans les cimetières respectifs.

Les reportages des caméras retransmis sur les télévisions occidentales, en plan serré sur les corps enveloppés dans le drapeau palesti-

nien et les litières portés par les amis, exprimant leur désespoir, ont construit une image de cris et de fureur.

Ici en plan très serré, la jeunesse des visages des deux martyrs partiellement découverts heurte profondément. Ici en plan large, la dignité de la mère effondrée soutenue par la famille proche et les quelques 3000 hommes unis dans une prière douloureuse, calme et digne, surprend ; elle ne fait jamais partie de nos reportages.

Tout le monde, partout, nous demande : venez, prenez des photos, témoignez s'il vous plaît !

Ghislaine Soulet et Mauve Jansolin



Obsèques de Mohamed, 16 ans, porté sur une civière, douleur et dignité



## Les camps de réfugiés

**Lorsque les combats qui ont vu l'expulsion de quelques 800 000 Palestiniens cessent, en mars 1949, la Palestine a disparu et plus des 2/3 de la population palestinienne sont devenus des réfugiés.**

On recense au total 58 camps de réfugiés, répartis entre la Palestine et les pays arabes voisins. Actuellement 1 673 750 réfugiés vivent dans des camps sur le 5 030 049 Palestiniens inscrits en tant que tels (UNRWA, Juillet 2014).

On estime à 7,4 millions le nombre total de réfugiés palestiniens à travers le monde.

C'est une population jeune : entre 40 et 50% d'entre eux ont moins de 15 ans

**Les camps de réfugiés, l'UNRWA et le droit au retour**

**L'UNRWA est l'agence créée en 1949 par l'ONU spécifiquement pour venir en aide à la population palestinienne réfugiée.**

Elle n'avait pas, au départ, vocation à durer et devait disparaître sa mission accomplie. Mais 65 ans après elle est la preuve irréfutable de la non application de ce droit.

L'agence prend en charge l'éducation, les services de santé et les services sociaux. C'est elle qui accorde leur statut aux réfugiés palestiniens. Elle est financée par l'ONU (par la participation volontaire des États membres, en baisse constante). Depuis 1996 son siège est à Gaza.

**Pour les Palestiniens, le droit au retour n'est pas négociable (Résolution 194 de l'ONU, voir note) même si son application peut l'être. Israël doit accepter de reconnaître ses responsabilités dans l'expulsion des Palestiniens.**

**Qu'est-ce qu'un réfugié palestinien ?**

**Selon l'UNRWA un réfugié est « une personne déplacée qui a**

**eu sa résidence normale en Palestine durant la période comprise entre le 1er juin 1946 et le 15 mai 48, et qui, en raison de ce conflit, a perdu à la fois son foyer et ses moyens d'existence, et a trouvé refuge dans l'un des pays où l'UNRWA délivre des secours » et ses descendants auxquels il transmet ses droits.**

Cette définition est limitative car il faudrait y ajouter les populations qui ont trouvé refuge dans des pays du Proche-Orient où l'UNRWA n'est pas implantée (Égypte, Pays du Golfe), ceux qui ne se sont pas inscrits auprès de l'UNRWA...

De plus elle ne concerne que la population expulsée au cours de la guerre de 1948 ; il y a eu une seconde vague importante d'expulsés lors de la guerre de 1967 (la Naqsa : 300 000 personnes dont la moitié étaient des réfugiés de 48 ! actuellement ils sont au nombre de 940 000). Ceux-là sont nommés « personnes déplacées ».

**Où vivent-ils ?**

83 % des réfugiés vivent dans la Palestine historique et les pays voisins, 10% dans le

reste des pays arabes, et 7% ailleurs dans le monde.

29% d'entre eux vivent dans des camps gérés par l'UNRWA les autres sont dispersés à travers le monde, dans les pays du Proche et Moyen-Orient, mais aussi au Chili (500 000) au Brésil, aux États-Unis (200 000) et en Europe.

Selon la définition de l'UNRWA, **un camp de réfugiés est un espace mis à sa disposition par le gouvernement du pays d'accueil, pour fournir aux réfugiés palestiniens toute l'aide dont ils ont besoin.**

Les camps qui ne sont pas spécifiquement désignés comme tels par l'UNRWA ne bénéficient pas de ses services. Toutefois, l'UNRWA dispense ses services là où se trouvent des concentrations de réfugiés et aux réfugiés qui ne résident pas dans les camps.

Si les camps relèvent de l'UNRWA pour tout ce qui concerne l'éducation, les services de santé et les services sociaux, ils relèvent de l'État hôte pour la sécurité et l'administration. Ils sont caractérisés par l'ex-

trême pauvreté qui y règne en raison des faibles moyens alloués à l'agence.

**Les camps :**

Ce furent d'abord des camps de toile qui accueillirent les réfugiés, puis le temps passant, la perspective d'un retour rapide s'éloignant, l'agence a mis en place un programme de construction « en dur » : chaque famille dispose alors d'une parcelle de 100 x 100 m environ à l'angle de laquelle est construite une pièce de 12 x 12 m, en fibrociment\*. Par la suite elle pourra agrandir l'habitat sur toute la surface de la parcelle, mais il sera interdit d'élever un étage au-dessus. Actuellement du fait de la situation de surpopulation qui caractérise ces espaces exigus que sont les camps, les habitants ne peuvent faire autrement que de construire en hauteur et les camps sont devenus de véritables villes ou villages.

Les familles vont chercher à se rapprocher et à reconstituer le village, le quartier, perdus. Peu à peu les camps deviennent des lieux de fermentation politique, une organisation sociale et politique se met en place. Ils vont se développer et échapper peu à peu, partiellement, aux autorités locales. Ce qui ne sera pas sans créer de graves tensions avec plusieurs pays d'accueil - qui voient d'un mauvais œil se développer ce qu'ils considèrent comme « un État dans l'État » - et la population des camps d'où les fedayins\*\* palestiniens lancent des actions commandos contre Israël, entraînant des représailles israéliennes meurtrières (Jordanie, Liban).

On peut caractériser ainsi les habitants des camps : **une population pauvre, très fortement politisée, décidée à rester dans les camps tant que la question palestinienne ne sera pas résolue, et qui n'acceptera pas n'importe quel compromis.**

**Les réfugiés connaissent des conditions très différentes selon les pays d'accueil :**

**Réfugiés en Jordanie :** 10 camps, ils sont 2 070 973. Plus de 40% de réfugiés palestiniens selon les critères de l'ONU vivent en Jordanie où ils résident pour la plupart hors des camps. Ils forment plus de la moitié de la population du royaume et sont présents dans tous les

\* au camp de Deisheh, nous avons pu voir l'une de ces constructions conservées, précieux témoignage de cette époque.

\*\* Combattant palestinien (OLP), ont mené des actions de guérilla dans les années 80.

secteurs de l'économie. Ils jouent un rôle important dans le développement économique du pays. Les réfugiés originaires de Cisjordanie bénéficient de la pleine citoyenneté jordannienne. Cette très forte présence palestinienne ne va pas sans tensions.

**Réfugiés en Syrie :** 9 camps, ils sont 517 255. 29% vivent dans les camps Ils ne disposent pas de la citoyenneté syrienne, mais sont autorisés à travailler dans tous les secteurs, y compris le secteur public. C'est le pays où les conditions de vie étaient les plus favorables aux réfugiés. Depuis 2011, la guerre civile a provoqué le déplacement et la précarisation de plus de la moitié d'entre eux (350 000).

**Réfugiés au Liban :** 12 camps. Ils sont 447 328. La constitution libanaise interdit explicitement leur intégration (« pour préserver leur droit au retour ») Ils subissent une politique d'isolement (ghettos) et de restrictions draconiennes dans tous les domaines. De nombreux emplois leur sont interdits (72) et ils n'ont eu accès qu'aux emplois de manœuvre jusqu'à très récemment. Ils n'ont droit à aucun des services de l'État et sont soumis à de nombreuses restrictions comme l'interdiction d'entretenir ou améliorer leur habitat, et vivent des situations d'extrême précarité.

**Réfugiés en Cisjordanie :** 754 411 (27% de la population, 19 camps) **et dans la Bande de Gaza :** 1 240 082 (environ 67% de la population, 8 camps) : Situation étrange que celle de Palestiniens, venus de ce qui est maintenant Israël, et qui vivent au milieu d'autres Palestiniens, avec un statut différent du fait de la relative autonomie des camps...

Ici aussi c'est l'UNRWA qui gère les écoles, centres de santé, centres sociaux... Par ailleurs et même s'ils bénéficient des mêmes droits que les Palestiniens de Cisjordanie, leur situation est plus difficile que celle du reste de la population notamment en ce qui concerne les équipements publics, le logement, l'emploi...

Nous avons séjourné dans le camp de Deisheh (Bethléem), crée en 1949 et qui compte 14 788 habitants, sur une surface de 0,31 km<sup>2</sup>, et visité le camp de Balata (Naplouse) créé en 1950 qui en compte 26 544 sur une surface de 0, 25 km<sup>2</sup>. Deux moments majeurs de notre séjour en Palestine.

Françoise Leblon

*À savoir : 335 000 personnes sont des « déplacés internes en Israël ». En effet parmi la population palestinienne restée dans ce qui est devenu Israël, à l'issue de la Naqba (1947-1949), 30 à 40 000 personnes ont perdu leurs maisons ainsi que tous leurs biens, détruits ou confisqués, volés, par les milices sionistes puis l'armée israélienne. Elles n'ont jamais pu les récupérer, n'ont jamais été indemnisées, et Israël n'a jamais reconnu sa responsabilité.*

*Résolution 194 : La résolution 194 est adoptée le 11 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies. Elle décide, à la suite du départ forcé de centaines de milliers de Palestiniens : « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables. » (Le Monde Diplomatique, Cahier spécial sur le Proche-Orient)*

*Sites à consulter :*  
[http://www.unrwa.org/sites/default/files/2014\\_01\\_uif\\_-\\_english](http://www.unrwa.org/sites/default/files/2014_01_uif_-_english)  
<http://www.un.org/french/Depts/palestine/unrwa.shtml>  
[http://www.passia.org/images/meetings/2014/may/Refugees\\_2014](http://www.passia.org/images/meetings/2014/may/Refugees_2014)



Deisheh, peinture murale : Handala, les clés des maisons perdues, les tentes des réfugiés en 49

## À Deisheh, les murs parlent

Sur la route de Bethléem qui mène à Hébron, juste en contrebas de la rue, une entrée un peu difficile à trouver, au milieu des échoppes et magasins de toutes sortes : c'est l'entrée du camp de Deisheh. Pendant six ans, de 1989 à 1995, elle fut réduite à un portillon avec tourniquet. On y pénétrait à pied seulement, et une seule personne à la fois. Il est toujours là, comme un vestige de la punition. Les Israéliens avaient imposé ce passage aux quelques dix mille habitants. Ils avaient aussi construit un haut grillage qui enfermait le camp. Il faut les comprendre, ils en avaient assez de recevoir des pierres quand ils passaient en voiture... Eux aussi ont leur racaille de Banlieues, Jérusalem n'est qu'à une dizaine de kilomètres.

Il faut ici expliquer les choses : Les colons Israéliens empruntaient tous les jours, en voiture à plaque jaune, cette route pour rentrer chez eux à Hébron et se faisaient régulièrement caillasser par ces réfugiés transplantés là depuis 1949. Près de trois mille cinq cents personnes, expulsées de leurs terres, de leurs villages tout proche.

Au début, elles ont cru que c'était provisoire. Un camp de tentes en toile, données par l'UNWRA. Elles repartiraient bientôt dans leur cinquantaine de villages respectifs.

Elles n'envisageaient même pas de devoir un jour vivre ici.

Elles ne croyaient pas ne jamais revoir leur pays. L'imagination a ses limites.

1955 : L'hiver fut rude, il avait neigé. L'UNWRA leur autorisa à bâtir une petite maison par famille : juste une pièce. C'était petit mais plus confortable. Beaucoup s'y refusèrent. Pourquoi tout ce trac, alors qu'ils allaient repartir chez eux, sur leurs terres ? Le temps passait. Chaque année, le 15 mai, ils commémoraient la date anniversaire de leur expulsion, la Naqba, la catastrophe. En 1965, ils eurent l'autorisation de construire plus grand: deux pièces par famille. Puis en 1985 : un étage par maison. En 1987 les « réfugiés » du camp de Deisheh, comme ceux d'ailleurs, en avaient assez de voir les colons israéliens passer devant leur porte pour rejoindre leurs nouvelles colonies à Hébron.

Voilà l'explication : Ils leurs jetèrent des pierres. Ils n'auraient pas dû. L'armée israélienne est rentrée dans le camp. Morts. Prisonniers. Grillage et portillon. Et ouverture du tourniquet de 6 à 18 heures tous les jours. De 1987 à 1995 ! Merci messieurs.

En 1987 Le camp pendant 13 jours a été puni : fermeture totale, sans passage possible. C'est pendant cette période que Hamza, notre hôte à Deisheh, a décidé de naître, pas dans les meilleures conditions. C'est une voisine qui avait quelques connaissances, qui l'a mis au monde.

Il n'a pas pu aller à Jérusalem avant l'âge de 13 ans. Enfin, il a reçu l'autorisation d'y aller pour un jour.

Hamza a eu beaucoup de chance, il y a 3 ans il a vu la mer, pour la première fois, lors d'un voyage en Suède. Il peut à présent circuler librement en Cisjordanie, quand les check-points sont ouverts. Là aussi il passe des tourniquets, il ne le remarque plus. Il en a l'habitude.

Mais il n'a pas le droit d'aller à Jérusalem. Il peut juste regarder les voitures à plaque jaune qui rentrent chez elles, le soir.

A Deisheh, une nuit, le 12 mai 2014, pendant que nous y logions, l'armée israélienne d'occupation coloniale (qui est partout chez elle), a investi le camp, à la recherche d'un jeune homme. Ne le trouvant pas chez lui, elle a saccagé sa maison et emmené son jeune frère en otage pour que l'aîné se livre.

A Deisheh, en juin 2014, peu de jours après notre départ, l'armée d'occupation israélienne (qui est partout chez elle) a investi le camp, fait plusieurs dizaines de prisonniers, saccagé le centre culturel Ibdaa où nous logions, détruit le matériel informatique, emporté la caisse. C'est Hamza qui nous a prévenus par mail. Heureusement, ils ne l'ont pas arrêté.

A Deisheh, chaque année, pour le 15 mai les réfugiés continuent de commémorer la Naqba et leur droit au retour.

Le 15 Mai 2014, deux jeunes Palestiniens de quinze et seize ans, du village d'Abu Shkhedem où nous avons logé, manifestaient les mains nues devant la prison d'Ofér. Ils ont été abattus par l'armée d'occupation coloniale israélienne, qui est partout chez elle. Ils ne lançaient pas de pierres. Ils marchaient devant la prison où sont maintenus les

prisonniers politiques. Qu'avaient-ils à faire là-bas ?

A Deisheh, partout les murs de la ville parlent.

Ils racontent les gens sans armes du camp qui se défendent avec des pierres, ils peignent sur les façades blanches les visages des hommes jeunes, tués ici par l'armée d'occupation. Ils peignent comme une litanie cette volonté de retourner chez eux. Ils peignent la paix. Ils peignent la Résistance. Pas de résignation, pas de fatalité, pas de haine dans ces dessins. Plutôt un cri. Pourquoi ?

Partout les dessins disent l'histoire de ce camp, de ce pays. Partout le petit homme Handala, au dos tourné n'en revient pas de ce qu'il voit. Et nous non plus n'en sommes pas revenus.

Et revient inlassablement à l'esprit la sentence de Pablo Néruda dans *Espagne au cœur* « Venez voir le sang dans les rues ».

Albert Lagier

## Balata : Le camp le plus petit et le plus peuplé

Nous sommes guidés par Ahmed, un membre de l'Association Human Suporters qui nous accompagne durant notre séjour à Naplouse\*. Situé en bordure de la ville, le camp de Balata a été mis en place en 1950 par l'UNRWA. Ses habitants sont majoritairement originaires des régions de Yafa (Jaffa), Haifa et Acre. À partir de 1956, des habitations en dur ont remplacé les tentes.

Aujourd'hui, ce camp de près de 38 000 habitants vivant sur une surface de 0,25km<sup>2</sup> est le plus peuplé de Cisjordanie. En raison de l'étroitesse du périmètre, il faut construire en hauteur. Les ruelles sont à certains endroits si étroites qu'un adulte peine à passer et en-

\* voir plus loin la présentation du travail effectué par cette organisation ainsi que le centre culturel Yafa.

core plus à croiser un autre. Les appartements, sombres et humides, ont entre 60 et 80m<sup>2</sup> dans lesquels s'entassent trois générations.

Plus de 40 % de la population a moins de 14 ans mais il n'y a que quatre écoles, un centre de santé de l'UNRWA gratuit, huit autres privés payants. Le chômage touche plus de 50 % de la population et surtout les jeunes. Depuis la seconde Intifada l'économie de Naplouse a périclité\*\* ce qui touche également Balata. La pauvreté, le traitement des déchets, le problème d'approvisionnement en eau et électricité sont les difficultés auxquelles font face les habitants au quotidien. L'organisation interne du camp, la solidarité et les quelques structures sociales existantes sont d'une importance cruciale pour maintenir sa cohésion et garantir sa survie.

Ce n'est donc pas un hasard si Balata s'est fortement engagé durant la deuxième Intifada et a payé le prix fort pour sa résistance armée. La répression israélienne y a été des plus brutales. Environ 246 personnes ont été tuées. Pratiquement tous les hommes du camp ont fait de la prison (12 000). Mais c'est l'Autorité palestinienne qui démantèlera en 2007 les brigades Al-Aqsa (proches du Fatah) fortement implantées, se chargeant du « sale boulot » que l'armée israélienne n'avait pu réaliser.

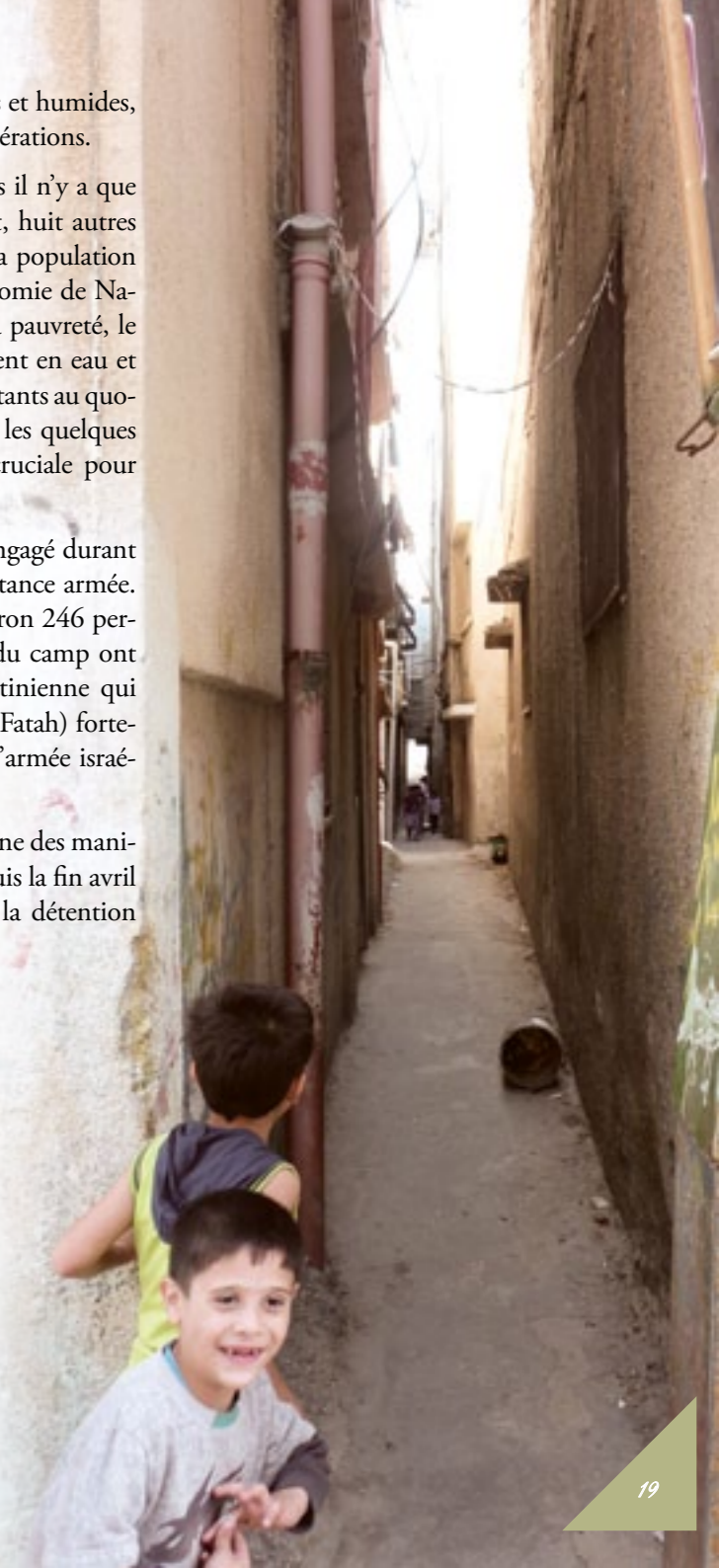
Lors de notre visite dans le camp nous avons assisté à l'une des manifestations de soutien aux prisonniers politiques qui depuis la fin avril menaient une grève de la faim pour protester contre la détention administrative.

Salima Mellah

\*\* voir texte sur Naplouse et la 2e intifada



Hamza



# Colonisation



Partout le mur, les miradors et le drapeau israélien déchirent l'espace palestinien

## Rencontre avec Michel Warschawski, anticolonialiste israélien

Michel Warschawski est co-fondateur du Centre d'information alternative (AIC) créé en 1984, organisation israélo-palestinienne qui œuvre pour une coopération entre les deux peuples, sur la base de valeurs de justice, de transparence, de participation citoyenne. L'AIC a obtenu en 2012 le prix des droits de l'homme de la République française. Il est journaliste et conférencier israélien, militant anticolonialiste et anti-sioniste. En 1989 il est condamné par Israël à 20 mois de prison pour ses idées. Il est membre du comité de parrainage du Tribunal Russell pour la Palestine. Nous l'avons rencontré à Jérusalem. Documenté, déterminé et précis, il nous a livré sa vision de la situation politique de la région :

Il n'y a pas de processus de paix, il n'y en a jamais eu. Ça n'est pas dans les objectifs des dirigeants, qui gagnent du temps et intensi-



Michel Warschawski

fient la colonisation et généralisent la présence des colons partout sur le territoire palestinien. Il n'y a jamais eu de retrait, ni même de gel de la colonisation. Le gel des colonies après le discours du Caire d'Obama n'a jamais été suivi d'actes, Benjamin Netanyahu n'a jamais cédé malgré les 40 allers retours de John Kerry.

Le gouvernement d'Israël est une coalition d'extrême droite, un gouvernement de colons et d'extrémistes religieux.

Le Mouvement de la Paix était puissant après la guerre du Liban, en 1982. Mais aujourd'hui, c'est le camp des faucons, qui dirige Israël. C'est une politique d'apartheid. La droite au parlement est majoritaire entre autre grâce au ralliement d'un candidat populiste - star de la télé - qui a raflé 19 sièges, et a été « bombardé » ministre des finances.

### Les Colonies

Illégales aux vues du droit international, les colonies se sont établies au delà de la « ligne verte » de démarcation de 1949 (accords de Rhodes), considérée comme base des négociations du processus de paix lors des accords d'Oslo\* pour l'établissement des frontières du futur État palestinien. Leur population est passée de 10 608 habitants en 1972, à 268 756 en 1993 et plus de 520 000 en 2013.

Les partis d'extrême droite avec le parti des colons qui sont devenus progressivement hégémoniques au Parlement et au gouvernement, marquent de plus en plus fortement les décisions par leur radicalité : « Plus on aura avancé dans la colonisation des terres au delà de la ligne verte « plus le compromis nous sera favorable si des négociations de paix venaient à aboutir ! ».

Peu de temps après notre retour de la mission civile, début juin, le ministère du Logement et l'Office des terres domaniales autorisaient la construction de 1500 nouveaux logements en Cisjordanie et à Jérusalem en réponse à la formation du gouvernement d'union palestinien considéré par nos contacts locaux comme une avancée majeure. « C'est la réponse sioniste appropriée quand on nous crache dessus. Je parle de nos voisins (palestiniens) mais aussi du reste du monde », indique à la radio Uri Ariel, le ministre du Logement, colon, numéro deux du parti d'extrême droite « Foyer juif ».

Ghislaine Soulet

\* Accord signé en 1993 entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat sous la Présidence du Président américain Clinton pour engager un processus durable de paix entre Israël et l'OLP.

Michel Warschawski compare la pénétration sioniste, avec ses routes qui coupent la Cisjordanie, à la progression du train en Amérique du nord pour la conquête du sol des Indiens.

Il nous raconte que lors d'un débat à l'université de Tel Aviv, il a parlé de l'occupation comme d'un gâchis économique, des haines qui en découlent, d'un gâchis aussi pour les colons, qui devront bien un

jour partir et il fait le parallèle avec les « pieds noirs » en Algérie. Un contradicteur lui a lancé : mieux vaut en prendre le plus possible on ne nous reprendra pas tout de nos conquêtes territoriales ».

Partisan du B.D.S. (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) : il pense que c'est un moyen puissant d'action contre Israël, comme c'était le cas pour l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Il cite des actions efficaces qui ont eu lieu contre les architectes qui œuvrent pour les colons et, au plan international, le retrait des marchés israéliens des fonds de pension norvégiens et néerlandais, et le boycott de Mekorot, compagnie des eaux qui pille les ressources des Palestiniens, au profit de Vitens (Pays Bas).

Il évoque la laïcité : les notions d'État juif et de démocratie sont incompatibles, si l'État est juif, les citoyens n'ont pas tous les mêmes droits.

Les dirigeants d'Israël veulent une continuité de « leur territoire » de la mer au Jourdain. Ils ont élaboré un système de ponts et de tunnels pour séparer les voies de circulation de sorte que Palestiniens et colons ne puissent jamais se rencontrer. Routes réservées aux colons et obligation de contourner le réseau routier a considérablement allongé la durée des trajets pour les Palestiniens, aggravé par les contrôles aux check points, les clôtures de sécurité, les murs qui coupent ou encerclent les villages. Ainsi le trajet Qalandia - Bethléem qui durait 20 minutes, demande actuellement 90 minutes !

Colonies : leur implantation se fait sur la base de la contestation par l'État israélien des titres de propriété de terres palestiniennes, ou justifiée par la nécessité de créer un camp militaire à visée sécuritaire. Elles se font par étapes :

- 1° Construire par exemple une station service, un supermarché,
- 2° Protéger les édifices par une unité armée,
- 3° Créer une zone interdite entourée d'une clôture de sécurité électronique et 2 rangées de barbelés, ainsi qu' une piste pour les patrouilles militaires,
- 4° Construction de logements dans l'espace illégalement occupé, y faire venir dans des conditions attractives des colons ( appartements neufs, loyers moins élevés..)

*Jérusalem avec Michel Warschawski à la découverte de la stratégie du jeu de Go*  
*L'urbanisation des colonies est fulgurante. L'architecture uniforme marque le paysage, recouvre les hauteurs des collines et s'étend à perte de vue autour de Jérusalem. Une population diverse y arrive en masse, couches populaires et aisées, résidents permanents en provenance d'autres régions d'Israël ou résidents secondaires en provenance de l'étranger. « Le processus de colonisation, pensé et mis en œuvre par Ariel Sharon depuis les années 70, a été planifié à long terme. Il se déploie maintenant sur tout le territoire de la Cisjordanie selon « un principe de continuité » et une géographie à trois dimensions ». Une puissante infrastructure de voies rapides, de qualité, dotée de ponts et tunnels, se superpose et évite les anciennes routes qui serpentent pour accéder aux villes et villages palestiniens. La contiguïté territoriale de la présence israélienne est assurée, on circule sans se rencontrer. Celle des palestiniens est réalisée au prix de grands détours pour rejoindre villes et villages, réduits à des cantonnements. La séparation des deux sociétés est consommée.*  
*Ghislaine Soulet*

5° Création d'un réseau routier ceint de clôtures pour le seul usage des colons, tracé fait au milieu des terres palestiniennes spoliées et occultant la libre circulation de ces derniers.

Le cas des Bédouins est sur ce point exemplaire : expulsions des terres « sans titres » qui deviennent propriété de l'État d'Israël, urbanisation forcée dans des « villes réserves » implantés dans les lieux plus arides et désertiques, sans enclos pour les bêtes.

À la fin de notre entretien, Michel Warschawski, nous conte pour résumer la politique du gouvernement israélien cette anecdote :

« Les Bédouins ont des chèvres noires, le parlement israélien décide qu'elles sont méchantes, qu'elles détruisent le milieu naturel. Il interdit ce type de caprin. Les bergers achètent alors des chèvres blanches. Branle bas de combat à la Knesset qui, réunie en urgence, fait voter une annexe : toute chèvre blanche sera considérée comme une chèvre noire ».

Vincent Debanne

### Barbelés et murs de béton sillonnent le territoire : l'apartheid est pleinement établi

L'« apartheid » défini par la Cour de justice internationale comme un « régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématique d'un ou plusieurs groupes raciaux par un autre » est patent ici !

La double barrière de barbelés électronique de 9 mètres de haut serpente à perte de vue le flanc de collines et lacère le paysage. Large de 200 à 300 m, le système de séparation s'étend sur des centaines de kilomètres, encercle les villages palestiniens, laisse autour des colonies perchées sur les hauteurs, de vastes espaces « d'État, gérés dans un but militaire ». Il isole les villages palestiniens, les coupe de leurs champs, et des marchés pour leurs produits agricoles. Le mur de béton s'érige dans les seules zones urbaines. Investissement public prioritaire, le mur est financé par le ministère de la guerre, avec l'appui des États-Unis.

Ghislaine Soulet

### Battir en Cisjordanie: un village irréductibles Palestiniens

Le lundi 12 mai 2014, nous sommes accueillis et guidés par des habitants du village (4.000 habitants) situé à 5 km à l'ouest de Bethléem.

Il est construit en surplomb d'une profonde vallée où sinue une voie ferrée moderne qui relie Jaffa à Jérusalem.

Sur son flanc, des kilomètres de terrasses naturelles sont aménagées et alimentées par un système d'irrigation très ancien, fournissant l'eau pour les oliviers, les arbres fruitiers et les potagers.

La ligne de chemin de fer a servi de ligne d'armistice entre Israël et la Cisjordanie (1949) jusqu'à la Guerre des Six jours (1967), à l'issue de laquelle le territoire a été évacué ; et occupé depuis par Israël.

Elle est bordée par des clôtures de protection qui contraignent les agriculteurs du village à se rendre avec difficultés sur les terres qu'ils cultivent sur l'autre versant de la vallée (environ 400 hectares).

Sur le sommet opposé au village sont installés une colonie de peuplement israélienne (Beiter Illit) et un poste militaire avec caméras de surveillance.

Depuis de nombreuses années, le Ministère israélien de la Défense veut installer dans cette vallée une barrière de sécurité (prolongement du Mur) qui couperait à travers le système d'irrigation de Battir.

Le village a réagi en 2007 par un recours en justice pour essayer de forcer le Ministère à changer le tracé. La colonie de peuplement a fait de même craignant elle de ne pouvoir s'agrandir...

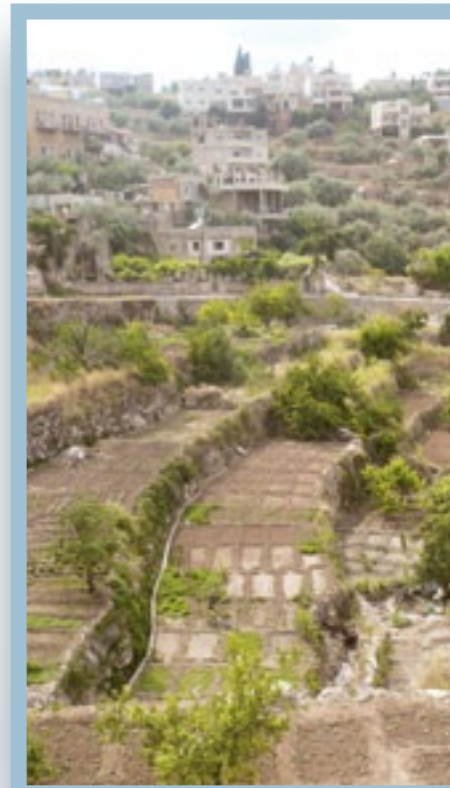
Parallèlement, la Direction de la Nature et des Parcs israéliens a publié un document disant que les terrasses de Battir formaient un site historique israélien, qu'elles devaient être préservées; et affirmant aussi que « les techniques agricoles millénaires de la région seraient endommagées de façon irréversible par la construction de la barrière, quelle que soit la largeur de son emprise sur le terrain ».

Battir a également déposé en 2012 un dossier auprès de l'UNESCO pour obtenir son classement au titre du patrimoine mondial en péril.

L'organisation internationale vient d'en décider favorablement le 20 juin 2014, en précisant « le caractère de valeur universelle exceptionnelle de cette vallée connue pour ses terrasses et son système d'irrigation vieux de 2.000 ans ».

Le jugement définitif de la Cour Suprême d'Israël pourrait tomber dans les mois à venir. L'espoir de tout le village étant de voir la Cour adopter une solution de défense moins invasive.

Philippe Lafaye de Micheaux



Bethléem, Mur et colonies



nos guides

la voie ferrée israélienne de Jaffa à Jérusalem, et au-delà des champs et oliveraies palestiniens



## Hebron : une ville assiégée

Parmi les villes visitées en Cisjordanie pendant notre mission, aucune ne m'a fait autant ressentir les effets de la politique de colonisation et d'apartheid exercée par l'État d'Israël sur la population palestinienne.

C'est sans doute parce qu'à Hébron la colonisation se situe pour une part dans le centre historique de la vieille ville, et qu'elle est le fait d'un passage à l'acte de juifs orthodoxes intégristes armés et violents.

Les soldats israéliens sont partout. Une partie de la ville est interdite aux palestiniens, et nous avons dû subir plusieurs contrôles militaires.

Nous avons rencontré l'équipe d'échanges culturels de l'association

Hébron-France, ONG créée en 1997 à l'initiative de Français et de francophones palestiniens résidant dans la ville.

Ils œuvrent au développement de la francophonie, à l'organisation de mouvements interculturels, à la promotion du patrimoine historique de la région.

Cette association organise également des cours de français (avec séjours en France), des activités pour les enfants (70 enfants fréquentent la ludothèque, la bibliothèque, un espace de jeux extérieurs, des cours de soutien scolaire, des cours de musique), des événements culturels très variés: cinéma, littérature, poésie, musique.



Rue commerçante de la vieille ville autrefois florissante, des grillages tendus au-dessus de la rue reçoivent les débris jetés par les colons ; au premier plan Khoulood notre guide

La rencontre avec cette équipe fut un moment d'échanges particulièrement riches, qui nous a permis de constater une fois encore le dynamisme de la population palestinienne.

Nous avons ensuite été accompagnés dans la visite d'Hébron par une guide palestinienne francophone de l'association, Khoulood, qui nous a passionnés par ses connaissances sur l'histoire locale et la vie des habitants.

De nombreux monuments et bâtiments anciens préservés témoignent d'un passé riche et prospère (civilisations mamelouk et ottomane).

Nous avons visité le tombeau des Patriarches, lieu sacré pour les juifs et les musulmans (y seraient enterrés les corps d'Abraham, de sa femme Sarah, d'Isaac et de Rebecca, de Jacob et de Léa, et de Joseph). Ce lieu monumental entouré d'un mur d'enceinte datant du roi Hérode, abrite une mosquée réservée aux musulmans et une synagogue réservée aux juifs.

Pour ma part, j'ai été séduite par le calme et la beauté de la mosquée qui contrastaient avec l'agitation fébrile régnant à l'intérieur de la synagogue où notre guide palestinienne n'a pas été autorisée à nous y accompagner.



le quotidien des hébronites : la soldatesque israélienne sur-armée déambule entre les boutiques.

Après la visite du tombeau, nous nous sommes promenés dans les ruelles de la vieille ville : magasins fermés en très grand nombre, portes murées, rues étroites couvertes de grilles métalliques pour protéger les passants palestiniens des projectiles lancés par des colons juifs habitant les maisons en surplomb, belles demeures défigurées par leurs nouveaux habitants ou laissées à l'abandon.

On mesure alors la détermination et le courage impressionnant des Palestiniens qui résistent et s'obstinent à demeurer sur place.

On se prend alors à rêver à ce que pourrait être cette ville si tous ses habitants pouvaient vivre en paix.

Nous avons quitté la réalité oppressante d'Hébron pour nous rendre chez un artisan verrier et un marchand de céramique.

Anne Marie Lafaye de Micheaux





Fayez

## Villages près de Tulkarem mutilés par le mur

Nous rencontrons à Tulkarem Fayez Al-Taneeb, secrétaire général de la Coordination des Comités de résistance populaire contre le mur et la colonisation, qui nous accompagne lors d'un tour des villages et nous explique la situation depuis la construction du mur depuis 2002. Il est lui-même agriculteur et il nous mènera plus tard sur ses terres non seulement fortement amputées par ce même mur mais également menacées comme toute la région par une usine polluante israélienne. Nous avons à notre disposition un bus qui nous conduit dans plusieurs villages.

Le premier lieu où il nous mène est en bordure du village de Faroun. Nous sommes à environ 300 mètres du mur qui, à cet endroit là, est une clôture de barbelés et fils électrifiés érigée à partir d'avril 2002. Un jour, les Israéliens imposent un couvre-feu total aux habitants qui dure 15 jours. Interdiction absolue de sortir des maisons et ceux qui enfreignent cet ordre sont pris pour cibles par



Au premier plan ruines des maisons détruites pour la construction de la clôture d'annexion électronique

des snipers. À la fin de cette période, les villageois découvrent avec horreur le résultat. Le paysage est depuis dénaturé, « déparé ». La zone de sécurité le long du mur d'une largeur de 300 m a été instaurée là où nous sommes en rasant sept maisons dont nous ne voyons plus qu'un tas de ruines. Les familles de trois autres maisons ont reçu un ordre militaire de destruction et à tout moment, les bulldozers peuvent surgir pour les déloger. De l'autre côté, nous font face un camp militaire israélien et une piste qui longe la clôture. Dès que les soldats nous ont repérés, plusieurs véhicules se mettent en branle et s'approchent pour mieux nous observer.

Fayez attire notre attention sur le barrage par lequel passent les Palestiniens qui vont travailler de l'autre côté du mur et un peu plus loin le point de passage commercial où les camions à plaques d'immatriculation israélienne rencontrent leurs homologues palestiniens qui n'ont pas le droit de rouler en Israël. Les camions se mettent dos à dos pour transférer la marchandise de l'un à l'autre. Cette contrainte est coûteuse, coupe la chaîne du froid pour les marchandises à tenir au frais et fait perdre beaucoup de temps.

A quelques encablures de là, les Palestiniens des villages annexés par Israël en 1948 ne peuvent plus rencontrer leurs familles et amis de ce côté-ci comme ils le faisaient avant la construction du mur. Les agriculteurs des 16 villages environnants dont les terres ont été illégalement annexées et qui se trouvent de l'autre côté de la clôture peuvent théoriquement s'y rendre par les 14 portails installés tous

les 5 km. En réalité seules la moitié d'entre eux sont opérationnels ce qui contraint les agriculteurs à faire de longues distances. De plus de cela, ils ne sont ouverts que le matin très tôt et l'après-midi pour un quart d'heure. Gare à celui qui arrive en retard !

Nous quittons ce lieu pour nous rendre un peu plus au nord à Baqa. Fayez nous explique alors que nous roulons sur une route manifestement peu empruntée, que celle-ci relie la partie orientale située en Cisjordanie à l'occidentale annexée par en Israël en 1948 mais séparées physiquement depuis quelques années par le mur de séparation. Avant sa construction, 200 échoppes faisaient de cette région un centre commercial populaire. Trois villages ont été du même coup occupés dans le but de s'accaparer du plus gros puits d'eau de la Cisjordanie qui s'y trouvait. Grâce à l'action du comité de résistance, le tracé a été modifié et les trois villages ont réintégré la Palestine. Mais l'activité économique est depuis réduite à zéro.

Nazlat Issa, l'un de ces villages, est un lieu où Fayez nous montre de très près la brutalité du mur. Celui-ci, qui fait 8 m de hauteur, passe à quelques mètres d'une maison dont un pan entier a été détruit, on y voit une porte débouchant sur le vide, les carrelages d'une salle d'eau. Des projecteurs fixés au sommet illuminent toute la nuit les chambres à coucher. La fille de la famille habite à 80 m au delà de

la clôture, mais les parents doivent faire plus de 40 km aller-retour pour lui rendre visite. Un peu plus loin, le côté d'une maison a été intégré au mur, les militaires israéliens ont confisqué la terrasse sur le toit, ils y montent par une échelle qui se trouve de leur côté tandis que les propriétaires ne peuvent l'utiliser.

Ces quelques exemples illustrent de manière frappante que ce Mur, en plus du fait qu'il a permis à Israël, avec les routes et les colonies, d'accaparer plus de 50 % de la Cisjordanie, a pour but de harceler les riverains en imposant des situations insupportables comme celles que subissent les habitants de Nazlat Issa, en soumettant les agriculteurs à des contrôles et des brimades quotidiennes, en détruisant toute base économique pour contraindre les Palestiniens à quitter leurs villages. Nous ne pouvons que nous incliner avec respect devant la volonté de ces personnes à vouloir rester dans leurs maisons et sur leurs terres et affronter au quotidien ces humiliations.

Salima Mellah



Cette usine est si polluante qu'elle est fermée lorsque les fumées sont rabattues par les vents sur Israël



Maison détruite et mur de béton qui coupe le village

Selon une étude des Nations Unies, l'eau pourrait devenir, d'ici à 50 ans, un bien plus précieux que le pétrole. La maîtrise de l'eau est souvent la cause ou un élément déterminant dans le déclenchement de conflits armés et l'on parle même de guerre de l'eau. Dans une brûlante actualité, dans le conflit avec l'organisation de l'état islamique en Iraq, le contrôle du barrage de Mossoul est un enjeu primordial. Pendant la guerre des «Six-Jours», l'occupation du plateau du Golan a permis à Israël de s'assurer l'approvisionnement du Jourdain dont l'exploitation fait constamment baisser le niveau de la Mer Morte.

## D'où vient l'eau de la Palestine ?

Le lac de Tibériade au Nord, alimenté par le Jourdain, est exploité par Israël pour l'irrigation du désert du Neguev. Cette eau manque au Jourdain à la sortie du lac.

Le Jourdain, utilisé par les pays riverains, Liban, Syrie, Jordanie est inaccessible aux Palestiniens. Frontière naturelle avec la Jordanie, il est zone militaire interdite.

Les collines de Cisjordanie ne dépassent pas 1000 m et les pluies qui alimentent les sources s'évaluent à 500 mm par an en moyenne (France, moyennes de 500 à 800).

Les nappes aquifères, alimentées par les pluies sur les hauteurs, se trouvent au pied du versant ouest, soit la plaine littorale, territoire d'Israël et au pied du versant est vers le Jourdain. Il existe aussi une nappe aquifère montagneuse et une nappe aquifère littorale qui se prolonge sous la bande de Gaza.

C'est là que se trouvent les sources, les puits et les forages.

Comme par hasard, en Cisjordanie, la «ligne verte», ligne de cessation des combats de 1949 avec les pays arabes, passe sur ces nappes, c'est là qu'a été érigé le mur de «séparation», pas exactement sur la ligne verte mais entre les colonies israéliennes et les villages palestiniens, en faisant de larges détours à l'intérieur même des territoires occupés. Alors, les Palestiniens qui pourraient profiter de cette nappe aquifère sont réduits à la portion congrue, leurs puits sont asséchés par les pompages effectués par les colons, ils n'ont pas le droit d'en creuser de nouveaux, les autorisations pour le faire sont rarement accordées. Au centre de la Cisjordanie, Israël utilise 80% de la nappe aquifère montagneuse. On remarque partout, dans les villes et les villages palestiniens, sur chaque toit en terrasse, des réservoirs cylindriques, noirs le plus souvent, alimentés à faible débit à des horaires réglementés. C'est la compagnie israélienne Mekorot qui distribue et vend à des prix prohibitifs aux Palestiniens l'eau qui leur a été volée alors que les colons bénéficient de subventions. Par contre, si le village est en contrebas, il reçoit les eaux usées des colonies qui polluent sources et puits. Les colons armés et les militaires, pour s'amuser, percent parfois ces réservoirs en les prenant pour cible.

En conséquence, un Palestinien dispose en moyenne de 60 litres d'eau potable par jour tandis qu'un Israélien en consomme 180.

Nous ne sommes pas allés à Gaza mais on sait que si la situation n'y était pas bonne avant la dernière attaque israélienne, elle est devenue catastrophique depuis. Toutes les infrastructures ont été

délibérément détruites. En ce qui concerne l'eau, les réseaux de distribution et d'évacuation ont été visés. Les Gazaouis creusent eux mêmes leurs puits pour atteindre une eau de plus en plus salée et de plus en plus polluée par les infiltrations d'eaux usées.

En Cisjordanie, nous nous sommes rendus dans la vallée du Jourdain. Nous y avons vu les stations de pompage rutilantes qui permettent d'irriguer les énormes plantations israéliennes de palmiers dattiers, à côté de canalisations palestiniennes condamnées à l'assèchement avec les premières chaleurs. Ici aussi, les mêmes interdictions mais avec encore plus de rigueur : il est même interdit de recueillir l'eau de pluie ou ce qui fuit des canalisations israéliennes, les contenants, réservoirs ou citernes sont mitraillés lors des incursions militaires. Il reste les puits existants qui donnent ce qu'ils peuvent et qu'il est interdit d'approfondir à plus de 300 m (700 m et plus pour les colons). Ici, c'est 487 litres par jour et par colon pour la consommation et l'irrigation, 20 à 30 litres pour les Palestiniens. Des ONG internationales viennent parfois faire des études et des statistiques puis offrent des citernes alors que c'est l'eau qu'il faudrait amener, au moins pour les remplir...

Une exception remarquable, une merveille que seule l'eau en abondance peut permettre, c'est le village de Battir qui est décrit par ailleurs.

Dans la vallée du Jourdain aussi, tout est fait pour éliminer toute présence palestinienne mais cela ne fait que renforcer la rage de résister et de s'accrocher à la terre. Quelques volontaires internationaux sont sur place et d'autres seront bien accueillis, surtout s'ils ont des connaissances en agronomie.

Charles Leblon

Palestine - Ressources en Eau





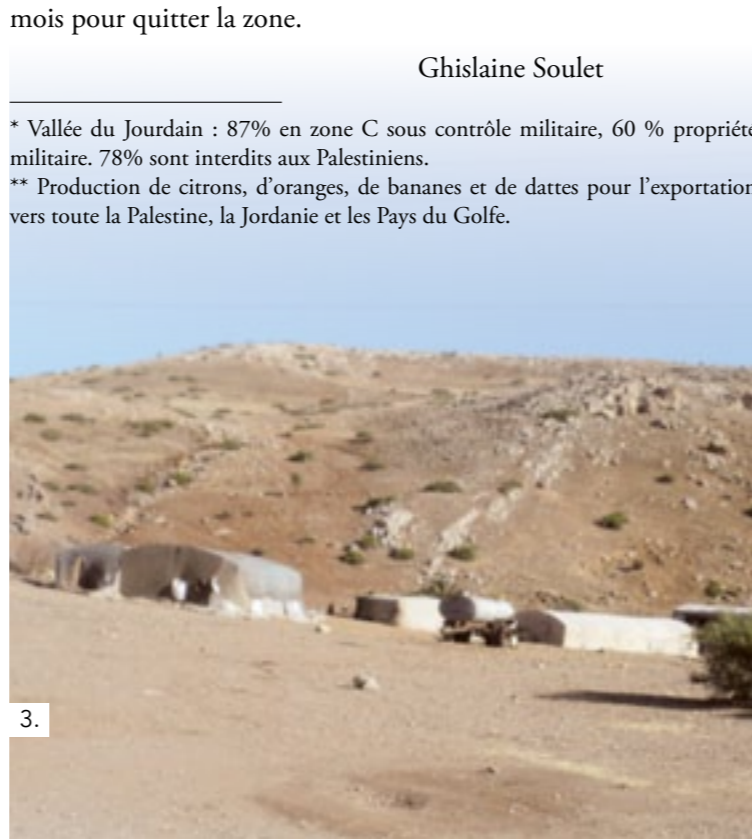
Rasheed

## Guerre de l'eau et dynamique d'expulsion dans la vallée du Jourdain

Ici, les tensions sont vives.

Le contrôle des terres et l'interdiction d'accès aux ressources génèrent une lente agonie de l'économie traditionnelle et la fuite d'un grand nombre de jeunes dans cette vallée classée pour l'essentiel en zone militaire C\*. Des 300 000 habitants de la vallée en 1967, Bédouins vivant d'élevage et paysans d'arboriculture irriguée\*\*, il n'en reste plus que 58 000 aujourd'hui.

Les récents forages, de haute technologie, profonds de 700 mètres alimentent les luxuriantes plantations autour des quelques 37 colonies israéliennes, assèchent les oueds et les systèmes d'irrigation traditionnels, lorsque ceux-ci n'ont pas été détruits. L'accès à l'eau, devenu payant, nécessite maintenant, la plupart du temps, un parcours de 20 à 40 km.



Ghislaine Soulet

\* Vallée du Jourdain : 87% en zone C sous contrôle militaire, 60 % propriété militaire. 78% sont interdits aux Palestiniens.

\*\* Production de citrons, d'oranges, de bananes et de dattes pour l'exportation vers toute la Palestine, la Jordanie et les Pays du Golfe.

1.

2.

1.

1. station de pompage réservée aux colons Israéliens
2. canalisation palestinienne avec un reste d'eau de pluie
3. campement bédouin

Nombre d'agriculteurs n'ont d'autre issue que d'aller travailler comme ouvriers agricoles dans les plantations des colonies, mal rémunérés et sans protection sociale.

**Des conditions de vie extrêmes sont dues aux multiples interdictions d'accès aux ressources naturelles :** refus de branchement des villages sur les lignes électriques ; bornes de localisation de possibles sites archéologiques interdisant toute activité humaine alentour ; merlons de terre sur des kilomètres entravant l'accès aux terres arables ; broussailles incendiées sur les pâturages ancestraux déclarés désormais zone naturelle protégée ; troupeaux empoisonnés par une nourriture avariée disséminée dans les pâturages ; manœuvres militaires fréquentes imposant le déplacement des villageois pendant plusieurs jours ou semaines ; explosifs militaires « oubliés » mutilant des enfants.

**Attente inquiète de quelques familles installées en bordure du village bédouin d'Al-Awja :** C'est la crainte de voir arriver les bulldozers au petit matin. Un ordre de démolition de la cabane d'habitation et des abris à bestiaux, est arrivé il y a 15 jours. Elles ont un mois pour quitter la zone.

## L'eau à Battir

Le village de Battir est blotti autour d'une source depuis la préhistoire, plus précisément depuis l'âge du fer, vers 800 avant notre ère.

C'est cette source, aménagée par les Romains qui a modelé le paysage alentour et l'architecture du village. Elle a donné naissance à un ruisseau qui, maintenu dans une gangue de terre et de pierres, dévale la pente sans un murmure puis s'élance en une chute à grand fracas dans un bassin romain six ou sept mètres en contrebas.

Cette abondance, quel contraste avec ce que nous verrons dans la vallée du Jourdain ! Là, au milieu de montagnes de cailloux brûlants s'alignent des canalisations brisées, des tuyaux rouillés, vides inutilisables.

Ici, l'eau court partout, elle jaillit sous les voûtes aménagées dans les murs, tourne autour des jardins, enserrée de pierres plates, contrainte à virer vers tel ou tel carré de légumes.

Ici, ce sont des terrasses de pierres sèches, millénaires qui soutiennent des jardins bien soignés, à la terre bien noire, fertile. L'image des terrasses cévenoles s'impose à notre esprit, telles qu'elles devaient être autrefois, avant d'être désertées par les hommes, les ânes et les brebis.

En juin de cette année, Battir a été classé au Patrimoine mondial menacé de l'UNESCO qui a reconnu le caractère « de valeur universelle exceptionnelle » de cette vallée. Ce miracle permanent est menacé de destruction par le projet israélien d'un mur, « barrière de sécurité » édifié à travers la vallée, au milieu des terrasses.

Les habitants se sont beaucoup investis pour cette reconnaissance, nous comptons bien, avec eux, qu'elle leur vaudra l'abandon de ce projet inique.

Charles Leblon





# la Répression

## Les mille et une facettes de la répression israélienne

Les Palestiniens sont soumis à un double appareil répressif. Depuis les accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne dispose de son propre dispositif policier utilisé notamment pour réprimer l'opposition politique. Les autorités militaires israéliennes gouvernent la Cisjordanie occupée par le biais d'ordonnances militaires qui depuis le début de l'occupation en 1967 ont atteint le nombre de près de 1700.

Par exemple, le droit de manifester est soumis à l'ordonnance n° 101 datant de 1967 et toujours en vigueur qui interdit tout rassemblement de 10 personnes ou plus « ayant un objectif politique ou pouvant être considéré comme politique » ou même « visant à discuter de ce sujet » n'ayant pas été autorisé au préalable par le commandement militaire de la région concernée. Toute infraction à cette ordonnance est passible d'une peine d'emprisonnement de 10 ans et/ou d'une lourde amende.

La population est surveillée, quadrillée, fichée, survolée par des drones, humiliée, et il ne se passe pas un jour sans incursion militaire, interpellation, passage à tabac, destruction de maison, arrachage d'arbres, assassinat, etc.

Des militants de la bande de Gaza sont régulièrement exécutés sommairement tandis que les militants du mouvement de résistance non-violente ou de partis politiques sont arrêtés, placés en détention administrative, condamnés à des peines de prison lors de procès devant des juridictions militaires, emprisonnés dans des prisons israéliennes dans des conditions dégradantes. Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens sont passés par les geôles israéliennes, plus de 5 000 y croupissent aujourd'hui, des dizaines de milliers ont été torturés.

La détention administrative est employée systématiquement : L'ordre est émis par le Commandement militaire israélien en Cisjordanie sans jugement ni accusation pour des durées de un à six mois et peut être renouvelé indéfiniment (voir ci-dessous). Une grève de la faim pour protester contre la détention administrative a débuté le 24 avril. Elle a duré jusqu'au début juillet et plus de 125 prisonniers y ont participé.

L'emprisonnement de mineurs avec tentative de retournement (c'est-à-dire en faire des indicateurs à la solde d'Israël) est une pratique assez courante. Les multiples formes de répression sont destinées à briser la volonté de résistance du peuple palestinien. La société civile palestinienne fait face à la tentative de destruction de son identité nationale, en particulier par des programmes pour les enfants et les jeunes réalisés entre autres par les nombreux centres culturels.

La violence n'est pas que le fait des militaires, les colons agissent contre les Palestiniens et leurs biens dans une impunité quasi totale souvent en présence des forces militaires. Le 19 mai, lors de notre séjour, au Sud de Bethléem, les colons aidés par les militaires ont attaqué la ferme appelée « Tent of nations » et y ont saccagé près de 1500 arbres d'un fermier qui se bat depuis des années contre son expropriation.

Nous avons eu l'occasion de constater l'ampleur de la répression : La plupart de nos interlocuteurs l'ont subie personnellement: Ils ont été emprisonnés ou blessés par balles ou ont un membre de leur famille en prison ou assassiné par l'armée israélienne. Comme déjà évoqué, nous avons participé à l'enterrement des deux adolescents de 17 ans assassinés le 15 mai lors de la commémoration de la Nakba devant la prison d'Ofar proche de Ramallah par des forces anti-émeutes israéliennes.

Salima Mellah

## Les incursions militaires israéliennes

Dans le camp de réfugiés de Deisheh au Sud de Bethléem où nous avons été hébergés, nous avons visité un appartement totalement saccagé lors d'une intervention militaire israélienne qui s'était déroulée dans la nuit. C'est là que nous avons appris l'arrestation d'un jeune homme à la place de son frère recherché, afin que celui-ci se livre aux Israéliens. La mère, à la fois désemparée et combative, nous a expliqué avec quelle brutalité les militaires ont surgi dans la maison, enfoncé la porte d'entrée et vandalisé les quelques biens de la famille. Elle nous demandait de prendre des photos et de rapporter ce que nous pouvions voir : tous les meubles avaient été renversés et détruits, les vitres brisées, les cadres des fenêtres arrachés, aucun objet n'était plus à sa place.

Ce qui nous semblait être un incident exceptionnel est en fait une réalité que les Palestiniens peuvent subir à tout moment. Les camps de réfugiés sont particulièrement touchés car ils sont considérés comme des nids de résistance. Les descentes militaires y sont très fréquentes, en particulier en période de tension politique. Ces attaques brutales et arbitraires sont souvent des actes de vengeance suite à des protestations ou des actions de Palestiniens comme dans les villages situés le long du mur qui régulièrement organisent des manifestations pour s'opposer à l'expropriation de leurs terres. Attaques violentes, à tout moment, en quelques lieux que ce soit, qui sont typiques d'une armée d'occupation coloniale.

Mais les attaques militaires se déroulent également dans Jérusalem Est. Les Israéliens considèrent que tout Jérusalem leur appartient et doit devenir leur capitale. Ils font tout pour pousser les Palestiniens à quitter la vieille ville mais aussi les quartiers proches tels que Silwan, Cheikh Jarrah, etc. Cette « judaïsation » de la ville passe par de multiples tracasseries administratives, l'interdiction de construire ou d'agrandir sa maison, l'impossibilité de se déplacer, une présence militaire accrue dans les rues, mais également par des raids de soldats dans les maisons.

Ces descentes de militaires d'une extrême violence, à n'importe quelle heure mais de préférence de nuit, ont pour but de terrori-

ser, semer l'effroi, humilier, montrer que l'armée israélienne contrôle la vie des Palestiniens et ce dans tous ses aspects. Femmes et enfants sont brutalisés, les pères et les grands frères humiliés devant les membres de la famille avant de les embarquer pour quelques heures ou jours ou les placer en détention administrative. Les plus jeunes enfants sont également visés dans le but de les intimider et briser toute volonté de se rebeller.

De nombreux locaux d'associations ont été touchés par cette répression sauvage et ce dans des zones sous contrôle palestinien et durant des périodes d'accalmie. En plein centre de Ramallah par exemple, dans la nuit du 10 au 11 décembre 2012, une incursion de l'armée israélienne a été effectuée chez Addameer et les bureaux d'ONG palestiniennes ainsi que les locaux de l'Union des comités de femmes palestiniennes dans le camp de réfugiés Qaddura. Des dizaines d'ordinateurs ainsi que des serveurs, caméras vidéo, etc., ont été mis à sac. Pour certaines structures, les pertes matérielles ont gravement atteint leur fonctionnement. L'objectif de ces opérations est évident : entraver toutes formes d'auto-organisation de la société civile palestinienne.

Le PCHR\* rapporte que durant l'année 2013 les incursions militaires en Cisjordanie ont causé la mort de 13 personnes. Au total 46 personnes ont été tuées dans des circonstances qui ne représentaient aucun danger pour les militaires israéliens. L'armée israélienne effectue entre 70 et 100 incursions par semaine dans des villages ou quartiers palestiniens en Cisjordanie. A chaque fois des personnes sont arrêtées si ce n'est blessées ou tuées.\*\*

Les attaques se sont intensifiées après l'enlèvement de trois jeunes colons le 12 juin 2014, retrouvés mort trois semaines plus tard. Les grandes villes palestiniennes ont été bouclées, des dizaines de barrages dressés et l'armée israélienne a procédé à des ratissages pendant de nombreuses semaines. Des milliers de personnes ont été arrêtées, près de 2000 d'entre elles sont encore détenues mi-septembre 2014.

Salima Mellah



Jeune martyr, Mohamed d'Abu Shkhedem

\* *Palestinian Center of Human Rights (PCHR), rapport annuel 2013, p. 30 et 3 juin 2014, <http://www.pchrgaza.org/files/2014/annual%20English%202013.pdf>*

\*\* *Voir les rapports hebdomadaires du PCHR, [http://www.pchrgaza.org/portallen/index.php?option=com\\_content&view=category&id=84&Itemid=236](http://www.pchrgaza.org/portallen/index.php?option=com_content&view=category&id=84&Itemid=236)*

## Les prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël

### Rencontre avec l'organisation Addameer

Visite au local de l'association de défense des prisonniers et des droits humains Addameer (qui signifie conscience).

Cette organisation a été créée en 1992 par des militants des droits de l'homme, eux-mêmes anciens prisonniers pour certains. Elle offre une aide juridique aux prisonniers politiques en s'appuyant sur le droit international, elle agit contre la violation de leurs droits, et pour mettre un terme aux tortures pratiquées par les autorités israéliennes (et palestiniennes) en Palestine. Il s'agit d'obliger Israël à appliquer le droit.

Nous sommes reçus par Salah Hamouri, Franco-Palestinien, emprisonné en Israël pendant 7 ans sur de fausses accusations et Soumoud Sa'adat fille de prisonnier. Nous avons fait la connaissance de Salah à Cendras lors d'une série de rencontres organisées en France pour remercier, informer tous ceux qui l'avaient soutenu, et lancer une campagne de parrainage des détenus politiques Palestiniens.

Il retrace pour nous les différentes étapes de l'action de l'association lors d'une arrestation par l'armée d'occupation :

- Un avocat est mis gratuitement à disposition de l'accusé, il s'enquiert sur les conditions de l'enlèvement (recueil de témoignages), les violences exercées lors des interrogatoires, les pressions subies par les proches, s'il y a eu vandalisme sur ses biens ou destruction du domicile. Le défenseur s'informe ensuite du chef d'inculpation et de la peine encourue.
- Si une condamnation a été prononcée, il cherche à déterminer si le détenu ne fait pas l'objet de sévices, n'est pas mis à l'isolement, reçoit des soins en cas de besoin, et vérifie par l'intermédiaire de la Croix Rouge s'il reçoit bien les visites auxquelles il a droit
- Dans le même temps, l'association recherche des soutiens à l'extérieur et auprès de l'Autorité Palestinienne, dépose des requêtes auprès de l'ONU. sur la base des conventions et du droit international.

Le prisonnier politique est suivi et assisté dans toutes les étapes du processus : arrestation/enlèvement, comparution devant un tribunal militaire israélien, détention, transferts, visites des familles...

Salah détaille ensuite la dureté des conditions de détention : réveil à toute heure avec des marches forcées et fouilles non justifiées, violences, confiscation des objets personnels, mitard pour les « meneurs », pressions/tortures physiques et morales sur les plus jeunes (souvent mineurs) pour en faire des collaborateurs, absence de soins adaptés pour les malades (244 morts dans les prisons depuis 1967). L'hôpital prison de Ramleh serait aussi un lieu d'expérimentation pour des médecins israéliens. Les prisonniers originaires de Gaza subissent un régime « spécial » et sont privés de visites depuis la mise en place du blocus en 2006.

Toutefois, pour les prisonniers politiques, la résistance continue, ils recréent en prison une vie démocratique, élisent des représentants, prennent en charge les plus jeunes, élaborent des systèmes de communication sécurisés, des stratégies à long terme en vue d'actions à mener comme la grève de la faim en cours au moment de notre visite et qui a demandé plusieurs années de préparation.

En mai 2014, 5 265 Palestiniens étaient détenus en Israël pour des raisons politiques, en toute illégalité, dont 20 femmes, 202 enfants, 11 élus, 186 étaient en détention administrative au mépris des conventions internationales.

Salah a repris des études après sa libération, il a abandonné la sociologie pour le droit et pour se mettre au service des prisonniers politiques. Soumoud n'a pas revu son père, Ahmed Sa'adat secrétaire général du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine), depuis 8 ans.

En septembre 2014, 7200 Palestiniens étaient détenus dans les prisons israéliennes.

### Rencontre avec Majed Bamyia, chargé du dossier des prisonniers au gouvernement

Rencontre avec Majed Bamyia, diplomate chargé du dossier des prisonniers et de la campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques au ministère palestinien des affaires étrangères. C'est le point de vue du gouvernement qui nous est présenté, avec quelques observations plus personnelles.

Interrogé sur la situation, il parle d'emblée des réalités du terrain qui impliquent de ne pas revenir à la lutte armée et du consensus international autour « des négociations de paix » impossibles à briser.

Les réalités du terrain imposent de ne pas revenir à la lutte armée, et une résistance non-violente forte peut s'amplifier au point de provoquer une répression violente d'Israël qui à son tour entrainera une résistance armée. Ce que redoute l'Autorité Palestinienne (AP).

Sur les « négociations de paix » sous la houlette de John Kerry, il y a désaccord sur les points majeurs à traiter :

**Pour l'AP**, ce sont les frontières et Jérusalem.

- Les frontières : la Palestine accepte pour frontières les lignes d'armistice de 1949 (les frontières dites « de 1967 » sont en réalité les lignes des armistices de 1949 - Accords de Rhodes).

- Jérusalem : Jérusalem-Est, annexée illégalement par Israël, est une ville occupée, partie de la Cisjordanie, elle doit être la capitale de l'État de Palestine.

**Pour Israël**, c'est une double exigence : être reconnu comme « État juif » et occuper militairement pendant des décennies la Vallée du Jourdain, pour garantir sa sécurité. Ce à quoi ne peut consentir l'AP.

Pour la première fois les Israéliens ont été désignés comme responsables de l'échec des ces négociations : en 9 mois tout ce qui a été obtenu c'est l'accroissement accéléré de la colonisation (55 000 colons de plus), 65 assassinats, 3500 arrestations, 2 500 à 4 000 attaques militaires sur la population. Démonstration est faite que des négociations bilatérales ne peuvent pas aboutir et qu'elles doivent s'inscrire dans un cadre multilatéral. D'où la volonté de l'adresser à l'ONU et à ses agences.

« Tout accord doit garantir les droits de notre peuple, en particulier ceux des Palestiniens de 48 et des réfugiés, droits abandonnés ou reportés à plus tard par les accords d'Oslo »

Son discours s'appuie en partie sur les analyses de Marwan Barghouti, figure populaire de la résistance, dont il nous parle longuement : résistant charismatique, cofondateur du Mouvement des jeunes du Fatah, il était chef de la branche armée du Fatah lorsqu'il fut arrêté à Ramallah en 2002 au moment de l'invasion israélienne. Il a été condamné à 5 fois la prison à vie plus 40 ans par un tribunal militaire israélien auquel il a refusé de reconnaître une quelconque légitimité. La campagne internationale pour sa libération a pour objectif la libération des tous les prisonniers et prend Marwan comme symbole. Le premier signe d'une volonté de paix israélienne sera la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.

Initiateur du « document national de réconciliation » élaboré par les leaders des différentes forces politiques détenus en Israël, et base du Gouvernement d'Union Nationale de Réconciliation formé en 2007 mais rejeté par la communauté internationale, c'est un élu du Conseil législatif palestinien, il est président du groupe d'amitiés parlementaire Palestine-France. Ce document, dit « document des prisonniers » est le premier programme politique commun (Fatah/Hamas/Djihad/FPLP). Outre les questions des frontières et du droit à la résistance dans les territoires occupés, il demande entre autres que tout accord signé par le président de l'OLP soit subordonné à l'accord du peuple.

Majed Bamyia décrit la politique israélienne comme une politique d'apartheid, mot qu'il faut utiliser, et explique : « lorsque l'Afrique du Sud a voulu mettre fin au système d'apartheid, elle a libéré tous les prisonniers d'opinion, ce à quoi Israël se refuse ».

Au contraire, l'État israélien a créé en Cisjordanie des «bantoustans» cernés par des colonies, des routes de contournement interdites aux Palestiniens, des murs et installé des check points entre ces parcelles de territoires palestiniens.

Depuis 2006 la population de Gaza, composée en majeure partie de réfugiés, est soumise à un blocus qui constitue une punition collective. Le nombre d'habitants au km2

y est l'un des plus élevé au monde : c'est une prison à ciel ouvert.

L'installation massive de colons dans les territoires palestiniens occupés, en violation des conventions de Genève, donne lieu à des expulsions violentes de nombreux Palestiniens (ex : Vallée du Jourdain). Le terme d'épuration ethnique n'est pas trop fort pour qualifier ces faits.

Déclarer qu'Israël est un État juif, c'est nier l'existence et le droit des autres communautés existant dans le pays, c'est officialiser un statut de citoyens de seconde zone.

Le piège s'est refermé sur les espoirs de paix. Oslo a été un marché de dupes dont ont été victimes les Palestiniens, malgré les grandes concessions qu'ils ont faites.

L'État israélien a refusé de régler le problème de la décolonisation, sur la base de la résolution 67/19, de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 29 novembre 2012 qui « réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance dans un État de Palestine sur le territoire palestinien occupé depuis 1967 » et « décide d'accorder à la Palestine le statut d'État non membre observateur auprès de l'Organisation des Nations unies, sans préjudice des droits et privilèges acquis et du rôle de l'Organisation de Libération de la Palestine auprès de l'ONU en sa qualité de représentante du peuple palestinien... »

En conclusion Majed Bamyia appelle au boycott économique d'Israël et se réjouit du rapprochement Hamas-Fatah : « Le problème ce n'est pas le Hamas, c'est l'occupation. Notre unité s'est construite sur le droit des peuples, la coalition israélienne sur la violation de ces droits. Nous ne tomberons pas dans le piège de la division » et de citer cette phrase de M. Barghouti en hommage à Madiba (Nelson Mandela) : « Votre Pays est un phare, nous hissons les voiles pour atteindre votre rivage ».

Vincent Debanne

## En Palestine, la détention administrative est un déni du droit international

La détention administrative est une pratique héritée de l'époque du mandat britannique. Les Israéliens l'appliquent toujours. Elle leur permet de détenir une personne pour une période de un à six mois, renouvelable de manière indéfinie, sans inculpation ni procès en vertu d'ordres émis par le commandement militaire et non pas par l'appareil judiciaire. L'État israélien se sert de la détention administrative comme d'une véritable politique depuis 1948, et y a progressivement eu recours dans tous les territoires occupés depuis 1967.

Le détenu administratif est emprisonné le plus souvent sur la base d'informations considérées comme « secrètes » qui ne sont donc accessibles ni au détenu ni à son avocat.

Les conditions pour un procès juste et équitable ne sont jamais réunies. En l'absence d'accès au dossier, réservé aux seuls procureurs et juges militaires, il est impossible au détenu et à son avocat de contester efficacement le placement en détention.

Par ailleurs, la détention administrative s'accompagne souvent de mauvais traitements, pouvant aller jusqu'à la torture, exercés à l'encontre du détenu lors de son arrestation, de son interrogatoire et au cours de sa détention.

Répétée à plusieurs reprises, elle constitue en elle-même un traitement inhumain et dégradant, en raison notamment de l'angoisse profonde qu'elle suscite chez le détenu qui ne connaît pas les raisons de son arrestation, ni la durée de sa détention.

Depuis des dizaines d'années, des milliers de Palestinien(ne)s ont été emprisonné(e)s en tant que « détenus administratifs », sans avoir été informés de la raison de l'emprisonnement. Ce type de pratique a été largement utilisé en Irlande du Nord, en Afrique du Sud (sous le régime d'Apartheid), ainsi qu'à Guantanamo par les États-Unis. En Israël, certains opposants sont ainsi détenus depuis plus de 6

ans, sans inculpation, ni procès. L'un d'entre eux, Mazen Natsheh a passé cumulativement depuis 1994 plus de 10 ans en détention administrative. Entre 2007 et 2011, 8157 ordres de détention administrative ont été émis.

Impérieuses raisons de sécurité: les autorités israéliennes présentent évidemment une autre vision des choses. Elles estiment que la détention administrative est nécessaire pour préserver la « sécurité » de l'État.

Une telle justification a souvent été employée par des pouvoirs de type colonial.

Le droit international autorise une puissance occupante à recourir à la détention administrative, à condition qu'il s'agisse d'une mesure « absolument nécessaire » justifiée par d'impérieuses raisons de sécurité selon la quatrième Convention de Genève.

En pratique, Israël l'utilise comme un véritable outil de pression/répression à l'encontre d'opposants politiques, d'artistes engagés, de membres de la société civile ou de partis politiques, pour contourner la voie judiciaire et les priver de la protection légale à laquelle ils ont droit.

Aucune des plaintes déposées par des Palestiniens pour des faits de torture contre les services de sécurité d'Israël n'a jamais donné lieu à une quelconque condamnation.

*NB : La bande de Gaza est soumise à la Loi relative à l'incarcération des combattants irréguliers, qui « autorise le placement en détention des prisonniers qui participent à des hostilités contre Israël et n'ont pas droit au statut de prisonnier de guerre prévu à l'article 4 de la Troisième Convention de Genève » selon Amnesty International.*

À Ramallah, le 18 mai, nous avons été reçus au siège de l'association Addameer, et avons pu mesurer sa charge de travail écrasante: collectes d'informations sur les mises en détention, sur les détenu(e)s administratifs, les soutiens multiformes aux familles, les concours et suivis d'avocats, etc...

Philippe Lafaye de Micheaux

## Nettoyage ethnique et colonisation dans la Vallée du Jourdain

Territoire palestinien et région le plus à l'Est de la Cisjordanie, la Vallée du Jourdain représente 28,8% de ce territoire. 87 % de la Vallée est située en zone C sous contrôle total israélien. Elle ne compte plus actuellement que 58 000 habitants palestiniens répartis dans 31 localités et communautés bédouines.

11 680 colons israéliens y vivent, installés dans 37 colonies. Jéricho, capitale de la Vallée est située en zone A et compte 27 000 habitants.

Alors qu'avant la « guerre des 6 jours » la population s'élevait à 300 000 habitants, un plan de colonisation et d'annexion de la Vallée (Plan Ygal Allon) est mis en place dès 1967, il va permettre en même temps de se débarrasser de la population et d'accaparer les terres convoitées. Le 29 décembre 2013 un comité ministériel israélien a adopté un projet de loi prévoyant l'annexion de la Vallée.

De grenier potentiel de Palestine, avec ses terres fertiles, son eau abondante, son climat spécifique, la Vallée est devenue pour les Palestiniens un espace désolé, dont la majeure partie de la terre et de l'eau lui sont devenues inaccessibles (seules 4% des terres sont cultivées par les Palestiniens). Ils se battent quotidiennement pour y survivre et empêcher l'occupant de finir de les déposséder. Ici plus qu'ailleurs « vivre c'est résister ».

Outre le fait que les Palestiniens chassés par la guerre en 1967, et qui ont dû prendre le chemin de l'exil vers la Jordanie voisine, ont été empêchés de revenir, l'État israélien a mis en place de nombreux moyens pour rendre la vie impossible aux habitants légitimes de la Vallée, prendre possession des terres et chasser le maximum de population :

- la confiscation de milliers de « dunums » et construction des premières colonies dès 1968,
- les manipulations juridiques qui ont permis à Israël d'accaparer 53,4% de la zone répertoriée « territoire national »,
- le classement de 20% de la zone en « réserves naturelles » dont les ¾ sont utilisés comme terrains d'exercices militaires,

- la confiscation de terres au nord de la Vallée pour la construction du mur d'annexion et la création de 64 champs de mines, ont permis à Israël de s'emparer de 78,3 % du territoire sur lesquels interdiction est faite aux habitants légitimes d'exploiter la terre où d'y demeurer, d'isoler les localités palestiniennes, détruisant « la sphère spatiale palestinienne ».

S'y ajoutent les démolitions des structures bédouines,

l'interdiction faite aux Palestiniens des autres régions de s'installer dans la Vallée,

les restrictions à la circulation : seuls les Palestiniens résidents de la Vallée, reconnus comme tels par Israël, sont autorisés à franchir les postes de contrôle qui verrouillent l'espace (Tayasir, Hamra, Ma'ale, Efraym, Yitav),

le fait que les structures de santé et d'éducatives sont pour la plupart situées à l'extérieur de la zone.

La perversité de l'occupant va jusqu'à priver d'eau la population palestinienne\* qui n'a même pas le droit de stocker l'eau de pluie, alors qu'Israël a pris possession de la plupart des sources, réservées à l'usage exclusif des colons, et creuse des forages à de grandes profondeurs. Ce qui est interdit aux Palestiniens. Ils doivent acheter l'eau à la société israélienne Mekorot. Au prix fort.

Françoise Leblon



camp de bédouins dans la vallée du Jourdain

\*Un colon consomme (hors agriculture) 470litres/jour/personne, un Palestinien 20 à 30/litres/personne/jour

Sources :  
<http://www.btselem.org/publications/summaries/dispossession-and-exploitation-israels-policy-jordan-valley-northern-dead-sea>  
<http://www.platforme-palestine.org/Vallee-du-Jourdain,2664>



Wajdi



Ali

## Naplouse et la deuxième Intifada

Naplouse est une ancienne ville, avec une importante population et un dynamisme qui en a fait longtemps le poumon économique de la Cisjordanie. Elle a également été une ville de culture et de résistance, contre les Britanniques et sionistes d'abord puis l'occupation israélienne et enfin durant les deux Intifadas. Naplouse est située en zone A mais est cernée de tous les côtés par des colonies israéliennes qui l'asphyxient. Des barrages l'entourent. Aujourd'hui ils sont ouverts mais peuvent à tout moment être fermés pour bloquer toute entrée et sortie de la ville.

La visite le 28 septembre 2000 d'Ariel Sharon, à l'époque chef du Likoud, sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem a été une provocation pour les Palestiniens qui se soulèvent. L'Intifada al-Aqsa est déclenchée. Elle se distingue du premier soulèvement par son caractère armé. Elle est conduite par des militants opposés au processus d'Oslo issus de tous les partis politiques. Des groupes armés se constituent, notamment les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, proches du Fatah, créées en 2001. Leur but est le retrait militaire d'Israël et la proclamation d'un État indépendant. A la tête du mouvement global il y a Marwan Barghouti, cadre du Fatah, emprisonné depuis 2002.

La riposte israélienne a été d'une brutalité sans précédent. L'Assemblée générale de l'ONU adopte le 21 octobre 2001 une résolution pour condamner le « recours excessif à la force » par Israël contre les Palestiniens. Si cette répression a fait de nombreux morts et blessés elle s'est distinguée par le ciblage et l'assassinat des dirigeants politiques et militaires de la résistance. L'élimination de cette élite a des répercussions à ce jour. Il n'est pas aisé de dater la fin de cette révolte qui a duré des années. Elle a été peu à peu écrasée militairement par l'armée israélienne avec la contribution de l'Autorité palestinienne qui a démantelé de nombreuses brigades, parmi lesquelles celle des Brigades des martyrs d'al-Aqsa. Rappelons que dans les Accords d'Oslo la dimension sécuritaire est prépondérante et qu'une collaboration est établie entre Israël et l'Autorité palestinienne qui notamment s'engage à prendre « les mesures nécessaires

pour empêcher tout acte d'hostilité à l'encontre des implantations [de colonies], des infrastructures les desservant et de la Zone d'installation militaire » (Article 8 des Accords du Caire de 1994, annexe des Accords d'Oslo).

Naplouse — et en particulier les camps de réfugiés et la vieille ville — est appelée par les Palestiniens Jabal An-Nar (montagne de feu) en raison de la résistance acharnée qu'elle a opposé à l'armée israélienne. Dès le déclenchement de la révolte, la ville a été sans cesse bombardée et à partir d'avril 2002 elle a subi l'invasion de l'armée et un couvre-feu quasi permanent pendant 200 jours. En avril 2002, pendant près de 3 semaines l'armée de l'air a bombardé des quartiers résidentiels en particulier dans la vieille ville. Plus de 500 bâtiments ont été endommagés, près de 60 entièrement détruits parmi lesquels des joyaux historiques. Les bulldozers ont abattu des pans entiers de la ville pour s'y frayer un accès. Entre 2000 et 2005 la répression israélienne a fait 522 morts et plus de 3000 blessés.

De nombreux habitants ont fui la ville pour s'installer ailleurs. L'économie s'est effondrée, de nombreux commerces et manufactures ont dû fermer leurs portes. Abritant près de 30 savonneries, il n'en reste plus que quelques unes. Les stigmates de la guerre menée contre la ville sont encore visibles aujourd'hui, 10 ans après. Nous avons pu voir les vides créés par les destructions de bâtisses mais surtout nous pouvions imaginer la vitalité et le dynamisme de ce quartier dans lequel un très grand nombre de commerces sont fermés depuis le déclin de la ville. L'empreinte du passé récent de la lutte armée est perceptible à chaque coin de rue par des photos de martyrs et des peintures murales. Lors de notre visite, nous nous y attardons et écoutons les récits de notre accompagnateur ainsi que de ceux de jeunes hommes qui s'arrêtent et nous racontent ce qu'ils ont vécu durant cette période particulièrement tragique alors qu'ils n'étaient encore que des adolescents et même enfants pour certains.

Salima Mellah

## Rencontre avec des femmes engagées

L'Union des comités des femmes palestiniennes (UPWC) dont un des objectifs est de contribuer à renforcer le rôle des femmes à tous les niveaux a créé à Jifna, près de Ramallah, le Maha Nassar Center qui accueille des participants à des réunions et des colloques au niveau national et international. Rana Hadjaj, la directrice du centre, avait organisé à notre demande une rencontre avec Khalida Jarar, députée du FPLP au Conseil Législatif Palestinien et Madame Sa'adat, épouse du Secrétaire Général du FPLP Ahmad Sa'adat et directrice générale de la campagne pour la libération de son mari. Le FPLP, Front Populaire pour la Libération de la Palestine, est un parti d'inspiration marxiste-léniniste qui fait partie de l'OLP.

Madame Sa'adat nous a parlé de son mari en prison depuis 2002, enlevé en 2006 par les Israéliens de la prison de Jéricho lorsque les gardiens américains et britanniques ont opportunément quitté leur poste.

Il vit des conditions de détention difficiles. Actuellement à la prison de Hadarim, en Israël, il est transféré d'une prison à l'autre tous les trois mois pour accroître le sentiment d'instabilité. Il subit de multiples vexations : les membres de sa famille sont régulièrement interdits de visite malgré leurs cartes de résidents à Jérusalem, le moral est ainsi profondément atteint. Son fils aîné a pu lui rendre visite et le plus jeune n'a pu le voir qu'une seule fois tandis que sa fille n'a pas pu le voir depuis 8 ans.

De 2007 à 2010, ce sont trois ans d'isolement qui lui sont infligés jusqu'à ce qu'une grève de la faim de 22 élus du Conseil Législatif, qui a duré 23 jours, aboutisse à la levée de la mesure.

Parmi les sanctions répressives figurent la privation de livres, le manque de soins. Sur les 6200 prisonniers actuellement, il y a plus de 1500 malades dont 20 à l'hôpital-prison de Ramley. Dans les années 1980-90, les prisonniers pouvaient étudier mais l'interdiction des livres en 2006 a beaucoup affecté Ahmad Sa'adat.

On peut lui écrire\* mais les lettres lui sont remises par l'administration pénitentiaire sans enveloppe donc sans adresse d'expéditeur (dont la mention n'est pas recommandée). Il est conseillé d'envoyer une copie à l'organisation de soutien aux prisonniers Addameer ou au Comité de Défense d'Ahmed Sa'adat (site web en anglais) qui œuvre pour la libération de tous les prisonniers\*\*.

Charles Leblon

\*Ahmad Sa'adat, Hadarim Detention Centre, Tel Mond, Israel, 40600

\*\* [http://www.freeahmadsaadat.org/des\\_comités](http://www.freeahmadsaadat.org/des_comités)



Naplouse place dans la vieille ville

NO GOOD MORNING  
NO GOOD NIGHT

يا أمريكا

WE WILL FIGHT

peinture murale: « Pas de bonjour, pas de bonne nuit, Oh Amérique, nous lutterons »

**Impressions, rencontres fortes, la résistance non-violente**

Chaque rencontre en Palestine a une dimension politique. A un moment ou un autre il est question de colonisation et de résistance. De l'échange furtif dans un bus avec une femme et sa fille, à la réunion avec des militants associatifs, en passant par des discussions avec des agriculteurs, artisans ou hommes d'affaires, tous expriment à des degrés différents la détermination à faire face à l'occupant. Ces personnes nous racontent leur histoire singulière en étant parfaitement conscientes qu'il s'agit là d'un fragment de l'histoire collective des Palestiniens, demandant que nous les écoutions, et qu'une fois en France nous racontions ce que nous avons vu et entendu.

Ce qui est impressionnant, c'est l'ancrage de ces personnes dans l'histoire de la Palestine et de la région, la connaissance des expériences coloniales et des luttes d'indépendance de par le monde, en particulier celle de l'Algérie, qui sont source d'espoir et renforcent la conscience de la résistance. Ce qui est remarquable c'est que malgré le désespoir qui peut les assaillir, elles portent en elles même la confiance profonde d'être dans leur droit, une foi inébranlable dans l'importance de leur place dans l'histoire. C'est de résilience, « soumoud » en arabe, dont tous nous parlent. Nous rencontrons des jeunes gens, à l'instar de Hamza qui milite dans le centre culturel du camp de Deisheh qui nous raconte sa vie ; ses yeux expriment à la fois une profonde tristesse mais aussi force et conviction. Il nous interroge : « que sont 60 ans dans l'histoire d'un peuple ? Nous savons qu'un jour nous serons maître de notre destin ».

C'est cette fermeté que les Israéliens tentent de briser par de multiples méthodes. Les Palestiniens ne font pas seulement face à la machine de guerre du colonisateur, ils ont également à affronter l'Autorité palestinienne qui est le plus important employeur, tout en étant considéré comme force supplétive du gouvernement israélien en particulier en matière de répression. L'Autorité, (en parti-

culier son Président) sont d'autant plus décriés qu'ils n'ont plus aucune légitimité par les urnes. Quant au Parlement, (le Conseil législatif), il n'a plus été renouvelé depuis 2006. S'ajoute à la double contrainte des autorités israéliennes et palestiniennes, l'introduction d'une économie néolibérale qui sape fortement les fondements de la société. La bulle créée par l'accès au crédit a entraîné inévitablement une plus forte atomisation de la société. Les inégalités sociales se sont exacerbées, ce qui est particulièrement visible à Ramallah mais également dans les villes, les villages et les camps de réfugiés qui ont le moins profité de la manne financière.

L'un des chauffeurs de bus qui nous a accompagnés toute une journée, nous expliquait qu'il devait multiplier les emplois, car il avait contracté plusieurs crédits, notamment pour un appartement et une voiture. Il affirmait que nombreux étaient ceux qui depuis quelque temps ne s'adressaient plus à des banques pour emprunter de l'argent, mais s'organisaient dans des tontines avec des membres de leur famille et des amis.

Ces multiples facteurs n'empêchent pas qu'une importante partie des Palestiniens soient organisés dans des partis politiques ou dans des associations, et soient engagés dans la résistance non-violente. Les actions les plus connues sont celles d'habitants de villages situés le long du mur de séparation qui s'introduit dans le territoire palestinien pour en usurper une bonne partie. Les villageois tentent de s'opposer au nouveau tracé du mur en s'adressant aux tribunaux israéliens, mais également en organisant toutes les semaines des actions pacifiques le long du mur.

Nous avons, lors de ce voyage, rencontré des acteurs de différentes associations qui se consacrent à l'accompagnement d'enfants et d'adolescents. Ce domaine qui englobe des activités sportives, culturelles, pédagogiques etc... a essentiellement pour objectif le renforcement de la conscience nationale et de la solidarité, face à la dégradation continue des conditions de vie sous occupation.

Salima Mellah

*L'éducation des jeunes comme acte de résistance*

La population palestinienne était estimée à l'été 2013 à 4,4 millions d'habitants : 2,7 million en Cisjordanie et 1,7 million à Gaza. Près des trois quarts d'entre eux vivent dans des villes et près de 45 % sont des réfugiés. La population est très jeune : 48 % a moins de 18 ans. Ce dernier chiffre indique l'étendue du travail à accomplir dans un environnement imprégné par la violence coloniale, le déficit d'accompagnement de ces mineurs à la sortie des écoles ou après leur cycle de scolarité et surtout en cas d'interruption scolaire. La prise en charge de ces enfants et jeunes est encore plus importante dans les camps de réfugiés en raison du peu d'espace et de ressources.

De très nombreuses associations se consacrent à cette tâche qu'elles considèrent comme relevant d'une responsabilité nationale. Les conditions de vie détériorées de nombreuses familles, la surpopulation des espaces urbains - en particulier des camps de réfugiés - le manque de moyens matériels, la répression israélienne quotidienne, le déclin des partis politiques, l'incapacité de l'Autorité palestinienne à créer un consensus au sein de la société palestinienne, sont autant de facteurs qui peuvent altérer la conscience nationale des jeunes. La jeunesse palestinienne souffre de la perte de repères, d'objectifs et d'outils pour contrer les tentatives de pervertissement, de corruption ou de manipulation des Israéliens.

Plusieurs de nos interlocuteurs nous ont rapporté que des mineurs ou jeunes hommes sont la cible de militaires israéliens qui les intimident, les corrompent, les poussent à la consommation de drogues et à la délinquance. D'autres sont arrêtés dans le but de les briser ou d'en faire des indicateurs. Lors de leur incarcération, ils sont souvent séparés des autres prisonniers qui pourraient les soutenir. L'accueil de ces jeunes prisonniers à leur sortie de prison et leur suivi est une tâche importante.

Le rôle des associations et centres culturels est décisif dans l'éducation des jeunes, dans l'élaboration et la transmission de stratégies



\*Voir les bulletins mensuels en anglais qu'ils publient sur leur site internet : <http://www.humansupporters.org/spip.php?rubrique14>

\*\*<http://www.humansupporters.org/spip.php?article39>

de résistance : Aux tentatives d'annihilation de la part des Israéliens ils opposent l'héritage culturel palestinien, l'apprentissage de la géographie et de l'histoire de la Palestine historique, le renforcement des structures sociales, le partage des valeurs et principes indispensables à la culture de la résistance. Mais il est également question de proposer un choix de vie qui ne soit pas déterminé par la seule consommation.

### Association d'Echanges Culturels Hébron France

Notre visite d'Hébron s'est faite en compagnie de Khouloud, une animatrice de l'association, qui nous a patiemment guidés et expliqué la colonisation brutale de la vieille ville - entièrement sous contrôle de l'armée israélienne - et l'étouffement de l'activité commerciale et économique. L'association créée en 1997 réalise un travail impressionnant. Elle se consacre au soutien des habitants vivant dans la zone sous contrôle israélien (H2) mais également à la promotion du patrimoine historique du district d'Hébron ainsi que de l'art et de la culture palestiniens pour les Palestiniens eux-mêmes, mais aussi pour les visiteurs étrangers (tourisme alternatif, visites politiques guidées). La structure propose une multitude d'activités notamment pour les enfants : soutien scolaire, apprentissage du français, musique, dessin, camps d'été, bibliothèque, ludothèque, jardin pédagogique, visites de sensibilisation au patrimoine en coopération avec les écoles d'Hébron. Un kit pédagogique a été confectionné dans ce but que les enfants conservent après les visites.

(Pour plus d'informations sur les activités de l'Association, voir les rapports d'activités sur leur site : <http://www.hebron-france.org>)

### Human Supporters à Naplouse

A Naplouse des animateurs de Human Supporters nous ont accompagnés dans la vieille ville et le camp de Balata. Dans leurs locaux situés non loin de la vieille ville, ils nous ont expliqué le travail qu'ils effectuaient avec les enfants de la ville. La création de cette association est directement liée à la deuxième intifada et ses répercussions sur eux. Un groupe de jeunes ambulanciers de Naplouse a, en pleine intervention militaire israélienne, décidé de s'occuper de ce groupe

spécifique qui vivait des événements traumatisants. Ils ont organisé des manifestations ludiques pour distraire les enfants, leur procurer un moment de plaisir leur permettant d'échapper à cette atmosphère de peur et de violence. Environ 500 enfants de la ville sont suivis régulièrement par l'association. Les activités englobent le soutien scolaire, des cours de langues, théâtre, formations sur l'environnement, la santé, les droits de l'homme, musique, danse, camps d'été, etc\*. Depuis 2006 l'association est agréée. Jusqu'à il y a quelques mois sept personnes y étaient employées à plein temps et de nombreux bénévoles soutiennent les programmes. Or, en raison de la situation en Syrie, de nombreux financements ont été gelés.

L'approche de l'association est politico-psychologique, car « on ne peut pas considérer une expérience traumatisante en dehors d'un contexte politique ». Ses responsables considèrent qu'il faut allier le travail psychologique, la formation et le renforcement du militantisme contre la colonisation, ainsi que la construction collective d'une société malgré l'occupation continue.

Human Supporters explique « que lorsque les enfants jettent des pierres, ils ne commettent pas une action politique violente ». Au contraire, ils essaient de jouer un rôle actif et d'exprimer leurs sentiments. C'est la manière qu'ils utilisent pour nous montrer leurs besoins. Nous pouvons leur offrir une connaissance et un appui qui leur permettra d'avoir recours à des moyens plus productifs et pacifiques. Human Supporters se concentre sur la prise en compte des traumatismes. Pour ce faire, il tente de leur donner un rôle plus actif ; de les aider à comprendre et à analyser le contexte dans lequel ils vivent ; de les inclure dans l'élaboration de stratégies pour l'avenir ; de leur permettre d'acquérir un mécanisme de défense face à la peur et au traumatisme\*\*.

### Centre Yafa à Balata/Naplouse

Nous avons rendu visite au Centre culturel Yafa, un bâtiment de plusieurs étages foisonnant d'enfants en activité. Nous avons pu rencontrer le directeur du centre, Fayez Arafat qui nous a longuement expliqué les objectifs de la structure. Créé par le Comité de défense des droits des réfugiés palestiniens en 1996, le centre accueille quotidiennement environ 500 enfants du camp. Il a pour

vocation d'améliorer les conditions culturelles et psychologiques des réfugiés et en particulier des enfants et des adolescents en mettant à leur disposition l'espace et les moyens qui permettent de développer leur conscience pour leurs droits nationaux et leur droit au retour. Des programmes d'éducation civique appliqués par le biais d'activités multiples sont proposés (centre médias, groupes de théâtre, de danse, cinéma, jardin d'enfants, unité de soutien psychologique, informatique, bibliothèque, un centre d'hébergement pour visiteurs étrangers).

Ce qui nous a particulièrement impressionnés ce sont les programmes destinés renforcer la conscience nationale des enfants, les munir d'un bagage intellectuel pour faire face à la culture de la violence qui leur est imposée par la colonisation et le militarisme israéliens. Ces programmes durent plusieurs années et les enfants sont familiarisés aux droits historiques des Palestiniens, aux résolutions de l'ONU, en particulier la résolution 194 qui codifie le droit au retour, mais également à l'histoire, la géographie, la littérature, la poésie, aux personnalités, etc. palestiniennes. Le camp fait l'objet d'incursions incessantes et le nombre d'arrestations y est élevé.

Salima Mellah

## Al Sanabel : un projet en plein développement

Rencontre avec Bassem, viticulteur et l'un des responsables de la coopérative agricole «Al Sanabel» pour la Production et le Développement Agricole à Halhul dans la région d'Hébron (Al-Khalil).

Située dans une zone agricole plantée de vignes, d'abricotiers et de pruniers, les cultivateurs locaux ont toujours eu de grosses difficultés de commercialisation de leur production, accentuées à partir de 2000 en raison des couvre feux, des laissez-passer israéliens distribués avec parcimonie, etc. Avec le blocus de Gaza et l'absence de débouchés sur la Jordanie, les possibilités se sont encore réduites. Les check-points obligeaient à décharger et recharger les camions, plusieurs fois sur le même trajet et le transport pouvait durer 4 jours pour des destinations proches telles que Naplouse ou Jenine et une bonne partie du raisin pourrissait.

L'unique débouché pour la récolte de saison était de la vendre aux colons israéliens qui en font du vin, ce qui faisait baisser les cours de 90 %, alors que les Israéliens inondaient le marché de leurs propres produits.

L'idée en 2006 fut de créer la coopérative Al Sanabel de transformation du raisin en denrées stables susceptibles d'être conservées, transportées, distribuées, sans risques de pertes. Débutant avec 9 coopérateurs, ils sont 320 actuellement Ils ont participé avec l'aide de la population à l'édification d'un local destiné à leur activité.

Le financement des travaux a été fait avec un investissement des groupes locaux de l'AFPS Bretagne. Des festivals locaux ont permis de donner une vitrine à leur action. Les adhérents de la coopérative payent leur cotisation annuelle en nature (une partie de leur production). Des équipements ont été achetés ou réalisés : électrification, presseur professionnel, stérilisateur, appareil pour l'embouteillage, aménagement d'un bureau.

Plusieurs produits sont élaborés : jus de raisin en bouteille, raisins secs, depts (confiture de raisin). Dans ses projets futurs, la coopérative prévoit la fabrication de jus gazéifié, boîtes de jus pour les enfants. En 2009, c'est environ 85 tonnes de fruits qui ont été pressés, soit 10 000 bouteilles. Le jus est soumis à des contrôles sanitaires.

De nouveaux ceps ont été plantés en vue de décupler la production à long terme et éviter l'abandon des terres arables. A terme la coopérative veut traiter 7000 tonnes de raisins Nous avons pu visiter le nouvel atelier de 500m2 qui se trouve en cours d'aménagement.

Le blocage de la commercialisation des produits par Israël a également pour but l'abandon des terres par les cultivateurs, sachant que toute surface agraire qui n'est plus exploitée par un Palestinien pendant 3 ans est considérée comme propriété de l'État d'Israël et donc confisquée.

On peut dire que l'action menée par les agriculteurs de Halhul et de ses environs est non seulement une avancée économique créatrice d'emplois donnant une production écologique dans une région envahie de denrées génétiquement modifiées des colonies, mais aussi une résistance de fait à l'avancée de la spoliation de leur territoire.

Vincent Debanne



Naplouse (vieille ville): plaque de commémoration de martyrs de la 2<sup>e</sup> Intifada



## Le réseau de Coopérations Décentralisées pour la Palestine (RCDP)

### Rencontre avec Yasser ABED chargé de mission palestinien du RCDP en Palestine

En ce vendredi 15 mai, nous sommes à Ramallah où nous avons rendez-vous avec Yasser Abed.

L'objet de la rencontre est de nous faire découvrir l'action et l'utilité du Réseau de Coopérations Décentralisées pour la Palestine (RCDP).

Le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine est issu du Fonds de Coopération Décentralisée pour la Palestine mis en place en 1994 sur l'initiative d'adhérents français de Cités Unies France\*, suite aux accords d'Oslo (1993) qui prévoyaient l'accès de la Palestine à l'autonomie et à l'indépendance dans les 5 ans. C'est une association loi 1901 de collectivités locales et territoriales françaises. Son expertise repose sur l'équipe de Cités Unies France à Paris et sur un bureau permanent à Ramallah.

Le RCDP a pour objectifs notamment d'informer et sensibiliser les collectivités locales françaises sur la situation en Palestine, de s'organiser en groupes de travail pour mettre en place des actions et projets communs en Palestine et de les diffuser.

Il joue le rôle d'interface entre les autorités locales et les autorités gouvernementales en France et en Palestine.

Yasser ABED nous détaille son action au quotidien qui vise à développer et faciliter les relations entre les collectivités locales françaises et leurs homologues palestiniennes en organisant des réunions de travail, d'échanges d'expériences, d'informations sur la coopération décentralisée franco-palestinienne. Il assure le suivi des projets sur place, et diffuse de l'information sur l'actualité politique en Palestine.

Il aide également au montage de projets de coopération (assistance technique et logistique) en organisant des missions techniques et politiques dans les territoires palestiniens. Il recherche des parte-

naires palestiniens pour les collectivités locales françaises qui souhaitent s'engager dans une coopération décentralisée, en fonction des besoins des collectivités palestiniennes.

Yasser ABED présente l'action du RCDP, et nous montre sur une carte des territoires palestiniens les collectivités locales palestiniennes « jumelées » avec des collectivités locales et territoriales françaises. Il regrette que sur la cinquantaine de collectivités locales ou territoriales françaises engagées dans des coopérations décentralisées seules 28 soient vraiment actives, d'où la nécessité de bien choisir les partenaires.

Il assure les nécessaires contacts réguliers avec les autorités palestiniennes locales (Ministère du Gouvernement local, Association des Pouvoirs Locaux Palestiniens, APLA) et avec les représentants français en Palestine (Consulat général de France à Jérusalem, Centres Culturels français), afin de faciliter la mise en place des coopérations.

Avant toute chose, ce que les collectivités locales palestiniennes souhaitent, c'est que ces coopérations permettent de briser leur enfermement, leur isolement, avant même une aide matérielle. A nous de les y aider.

Aziz Belouahmia

\*Cités Unies France est une association loi 1901 qui fédère les collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération internationale

## Rencontre avec le maire de Zeitouna

La municipalité de Zeitouna qui compte 8 000 habitants, est composée de deux villages : Abou Shkhedem où se trouve le dispensaire que nous aidons, et Mazra'a où est situé le siège de la municipalité (la mairie). 1800 écoliers fréquentent les écoles de la commune.

Elle s'étend sur 14 000 dunums\* dont 5 000 sont occupés par l'habitat.

Nous y avons été longuement reçus par le maire accompagné de quelques conseillers municipaux.

Son premier propos a été pour nous dire que le plus important pour lui, lorsqu'il rencontre une délégation c'est de faire connaître la réalité de la situation en Palestine.

Il insiste là-dessus tout particulièrement ce jour là, après la mort des deux jeunes martyrs, enfants de la commune, tués de sang froid par les soldats de l'occupation qu'ils affrontaient sans arme. Il estime, à juste titre, que les responsables israéliens devraient être traduits devant la justice internationale et nous demande de faire le travail d'information en France.

Concernant la situation de sa commune, il nous apprend qu'une surface de 4000 dunums est en cours de confiscation pour y construire une colonie israélienne, les travaux ont même commencé. La municipalité a déposé une plainte auprès de la Cour Suprême israélienne.

La majorité de la population est plutôt pauvre, les grosses villas que nous pouvons voir appartiennent à des Palestiniens qui vivent aux États-Unis ou dans les pays du Golfe. Ce sont des maisons de vacances, leurs propriétaires n'investissent pas d'argent dans le village. Une autre partie de la population plutôt aisée (20%), est constituée par les personnes qui travaillent à Ramallah, pour l'essentiel des commerçants, des petits entrepreneurs.

Un plan de développement de la commune a été élaboré en 2011 par la précédente équipe municipale pour les années 2012 à 2017 : routes à asphaltier, 2 écoles à construire dont une à Abu Shkhe-

dem, importants travaux d'assainissement (canalisations, station d'épuration)... travaux pour lesquels ils ne reçoivent aucune aide de L'Autorité Palestinienne.

Le budget annuel global de la commune s'élève à 930 000 NIS (shekels) soit 199 000 €. La participation de l'Autorité Palestinienne, en principe d'un montant de 40 000 €, décidée en janvier 2014, n'était toujours pas versée au moment de notre visite.

Très intéressé par un partenariat avec une collectivité locale française, le maire souhaite que nous puissions, dans notre région, retenir l'attention d'une commune sur la situation de Zeitouna, ce qui permettrait de bénéficier de son expertise.

Au final, ce qu'il exprime, comme tous les Palestiniens, c'est ce besoin vital de relations afin de rompre l'isolement dans lequel se trouvent ses administrés et de briser l'indifférence qui les condamne à subir indéfiniment la violence de l'occupation israélienne.

*Ici, aux pentes des collines, face au crépuscule et au canon du temps*

*Près des jardins aux ombres brisées,*

*Nous faisons ce que font les prisonniers,*

*Ce que font les chômeurs :*

*Nous cultivons l'espoir.*

*Mahmoud Darwich. Ramallah, janvier 2002 (État de siège)*

Françoise Leblon

\*Dunum, unité de mesure héritée de l'Empire ottoman, 1 dunum = 1000 m<sup>2</sup> soit 0,1 ha (à l'origine, cela représentait la quantité de terrain qu'un homme pouvait labourer en un jour).



**Choses vues en Palestine occupée**

La Palestine...Oui, on connaît...les frontières grignotées, le mur, les accords jamais respectés, les jeunes qui lancent des pierres, les soldats qui tirent, qui tuent. Tout ça on l'a vu à la télé. Et comme une fatalité, on n'attend rien des nouvelles rencontres, des allers-retours des diplomates. Un haussement d'épaule, et une nouvelle info pour oublier tout cela.

Je suis allé en Palestine. A l'aéroport de Tel-Aviv j'ai répondu à toutes les questions, j'ai caché ma destination.

À Jérusalem, porte de Damas, j'ai pris les bus - les services - pour Ramallah, Bethléem, Hébron, Naplouse, la vallée du Jourdain. Et j'ai vu.

J'ai vu leurs routes qui ne croisent celles des colons que sous des tunnels. Les routes qui mènent aux colonies toujours là-haut sur les crêtes, bordées par des clôtures électrifiées, postes militaires à l'entrée, casques, Kalachnikov, Décor de guerre. Stop. On ne passe pas.

J'ai passé les check-point. Des soldats armés vérifient les papiers. Ils me laissent dans le bus. Ils font descendre les Palestiniens pour contrôle ou fouille au corps, on les reprend après le poste. Lassitude des Palestiniens, c'est la routine.

J'ai voulu savoir.

J'ai rencontré des Palestiniens ordinaires, d'autres moins comme cette jeune fille qui parle de son arrestation. Elle est calme, l'air sévère. La voix parfois tremblante, elle s'interrompt puis reprend son récit.

*Le soldat me dit : Lève ton foulard, on est le pays le plus démocratique de la région. Lève-le ! J'ai refusé. Je lui ai répondu : Vous êtes un pays sans frontières, sans constitution, vous colonisez le mien. Il m'a tapé. Elle a fait deux ans de prison.*

J'ai vu les soldats, au camp de réfugiés de Bethléem, à Deysheh... investissant une maison pour enlever le fils aîné, ne le trouvant pas,

mettre à sac le logement et prendre un autre fils en otage pour qu'il se rende. Ce camp, véritable ville qui depuis 1948 abrite des Palestiniens expulsés de leurs villages parfois distants d'à peine 10 km, avec interdiction d'y retourner.

Ils célèbrent toutes les années cet exode, la naqba, pour réclamer le droit au retour chez eux.

A Abu Shkhedem j'ai appris que deux adolescents avaient été abattus la veille, dont un habitait le village : Nadim Siam Nowarah. Il était beau, il souriait sur les affiches collées en une nuit sur les murs des villes.

Le lendemain, les obsèques. Faut-il y aller pour marquer soutien, amitié ? On ne nous laisse pas le temps de répondre. Des Palestiniens viennent nous chercher, les quelques Français qui étions là. On nous met dans une voiture. Le chauffeur nous dit : *Prenez des photos, montrez les chez vous. Un homme s'approche. Il nous remercie d'être là. Dites leur qu'ils avaient 16 ans. Dites leur qu'ils lançaient des pierres le jour de la commémoration de la Naqba. Dites leur que les soldats étaient à plus de cent mètres sur les murailles. Dites leur qu'ils ont abattu Nadim de quatre balles dans la poitrine et Mahmoud de trois dans le dos. Ils avaient 16 ans. Ils étaient ensemble en 11em classe au lycée. On était très ému. Lui continuait : Merci d'être là. On compte sur vous.*

En plan serré, à la télé, on verra en France, des hommes qui vocifèrent en portant une litière et un cadavre. Là bas, j'ai vu ces cortèges de gens à pied, les accompagnants au cimetière. J'ai comme eux ressenti émotion et colère quand les défunts sont passés. Et aussi, j'ai vu cet enfant de 10 ans peut-être, qui marchait au milieu, un drapeau en bout de bras. Comme un gavroche de Palestine.

La Palestine, ces Bantoustans de territoires émiettés, dispersés, n'existerait pas sans eux. C'est pour cela qu'il faut les expulser, les emprisonner, étouffer leurs cris, les faire taire.

Alors ce sont leurs murs qui parlent. Venez les voir, les lire dans les camps de réfugiés de Deysheh à Bethléem, ou de Balata à Naplouse.

Les murs racontent tous la même histoire de ce petit homme vu de dos qui assiste au spectacle. On l'appelle Handala. C'est le dessinateur Naji Ali qui l'a inventé. Il est calme. On est sûr qu'il vaincra.

J'ai vu dans la vallée du Jourdain, ces villages de Bédouins, dans la poussière de leurs tentes aux côtés de leurs gravats. Ordre d'expulsion et 40 jours pour les chasser. Si à 4 heures du matin les bulldozers ne sont pas là, ils gagnent un jour sur la démolition. J'ai vu leurs canaux d'irrigation brisés, les puits se tarir à côté des centrales de pompes hydrauliques qui forent à 700 mètres. Les Israéliens ont fait de belles plantations : arbres fruitiers, palmiers, serres, légumes. Belle technologie. Tout est possible grâce au progrès ! Ceux des palestiniens qui ne sont pas leurs ouvriers agricoles seront expulsés.

Le jeune Palestinien qui nous accompagnait ce jour là parlait très vite, sans s'arrêter : *Ils nous interdisent de forer à plus de 170 m, quant eux vont à 700. Nos puits sont secs. Ils cassent nos canaux. Ils prétextent des fouilles archéologiques pour nous chasser, puis ils ne fouillent rien. Il en avait après les ONG : Ils nous amènent des cuves pour qu'on stocke l'eau... On a plus d'eau ! Ils nous la volent sous terre !*

On appelle ça la guerre de l'eau. Il avait rage et émotion. Il nous l'a communiqué. Assurément ce jeune finira en prison.

J'ai rencontré à Ramallah cet ancien prisonnier de 28 ans, sorti après 8 ans de détention. Il parlait avec calme et froideur. Il égrainait le banal de la vie des prisonniers politiques, les juridictions militaires réservées aux Palestiniens, la rétention administrative (parfois de plusieurs années) qui rend l'emprisonnement possible sans que l'incarcéré en connaisse la raison. Il évoquait les rares autorisations de visite (un seul membre par famille) et les transferts qui font qu'elles ne peuvent plus les voir faute de laissez-passer. Il parlait de la grève de la faim en cours. Il faut 3 ans pour en organiser une. On lui a parlé des Conventions, du droit International. C'est la seule fois où il a ri.

Ses mots étaient froids, techniques. Le langage maîtrisé. Mais lui était tendu, mouvements de tête saccadés, regard mobile. Il se rongeaient les ongles. Visiblement, il était encore en prison.

À Tulkarem j'ai vu un personnage pittoresque. Membre du parti communiste Palestinien. Grosse moustache grise à la Joseph. Il

nous a montré le mur que les Israéliens avaient bâtis au travers du village. Quinze jours de couvre feu absolus, quant ils sont ressortis de chez eux, le mur était construit qui isolaient les maisons. Une double clôture électrique, avec chemin de terre pour repérer les traces, puis route goudronnée. De l'autre côté, un village Palestinien (minarets et cuves noires sur les toits) qui se trouvait de ce fait annexé à Israël. Interdiction pour ceux d'ici, d'aller voir les autres, là bas. Ils ont rasé les maisons au voisinage. Perché sur les ruines, on voit mieux le tracé. Pendant qu'on parlait deux jeeps militaires prennent la route et se postent au plus près de nous, de l'autre côté de la clôture. Ils nous voient, on les voit. Ils tournent, ils reviennent. Intimidation ! De loin on leur montre nos appareils photos. Dérisoire. Toujours le mur, qui borne le paysage. Ici, une maison coupée en deux, une femme ouvre la porte au premier, et secoue son tapis dans le vide. Une autre maison, à côté, adossée au mur. Sur son toit, des barbelés : les soldats Israéliens l'occupent, pour surveiller le village !

« Joseph » nous avait prévenu : *Je ne peux pas tout vous raconter, vous ne me croiriez pas ! Il avait raison. D'autres choses que je ne puis raconter tellement elles paraissent absurdes.*

De ce voyage je retiens les images d'une armée d'occupation : Elle contrôle tout, peut emprisonner, tuer, détruire, arracher les arbres, abattre les maisons au bulldozer, expulser, construire des remparts, interdire les déplacements, intervenir en tout lieu, à tout moment.

Je retiens des images d'apartheid : contrôler les déplacements des Palestiniens, leur interdire leurs propres villes, se réserver des routes dans leur territoire, se réserver des bus, boucler et grillager des quartiers. Faudra-t-il peindre les Palestiniens en noir pour parler d'apartheid ?

Deux états ? La folie des colonisations les rendent improbable. Pourquoi pas un seul état ? Les Israéliens laïques y pensent. Les Palestiniens le disent. *Nous on veut bien d'eux, on peut vivre côte à côte, comme avant. On ne veut pas des sionistes.* Une voix, un vote, comme en Afrique du Sud au lendemain de leur libération....

Albert Lagier







Jérusalem: Porte de Damas (Bab al-Amoud)

## *Jérusalem, la meurtrie, Al-Qods la confiante*

Jérusalem – Al-Qods, la vieille ville palestinienne : Lieu mythique dont les pierres racontent les siècles de convoitises, de luttes et d'entente. Aujourd'hui encore, les millions de pèlerins et de touristes ne viennent pas à bout de ce petit bout de terre sacrée. Dans les dédales de ruelles aux multiples couleurs et senteurs, les visages marqués par les décennies de persécutions nous scrutent fièrement comme pour dire que cette ville qu'ils aiment plus que tout, ils la partagent volontiers mais ne la livreront pas. Pourtant, ce kilomètre carré qui unit les trois religions monothéistes est en danger.

Dès son annexion, un pan de la ville a été totalement détruit. Les occupants l'ont reconstruit et, sans aucun doute, leur quartier est bien joli, mais quel contraste !... Pas de bruits, pas d'odeurs, pas de voix, pas de rires mais... des galeries d'art. Ils ne se contentent pas d'occuper un quartier et de laisser les autres vivre. Il fut un temps, où ils n'osaient s'aventurer au delà de la limite qu'eux-mêmes avaient imposée. Il suffisait alors d'éviter certaines ruelles pour ne pas les voir.

Nous venons tout juste d'arriver en pleine nuit. Je me réjouis à l'idée d'être hébergée dans une auberge adossée à l'Esplanade des mosquées. L'atmosphère est singulière dans l'attente du réveil de la ville qui avec l'appel à la prière de la mosquée d'Al-Aqsa ne saurait tarder. M'immerger dans l'illusion d'un monde révolu que les habitants de cette ville s'efforcent de maintenir en vie. Dans le silence des ruelles ensommeillées, nos pas retentissent sur ces pavés usés par les siècles de passage ; quelques chats de couleur beige rouquine nous snobent. Nous avançons avec légèreté, quand un groupe de jeunes hommes, kippa sur la tête, nous croisent à grandes enjambées. Mais d'où viennent-ils en pleine nuit ? Pourtant nous sommes au cœur du quartier palestinien...

Je m'installe dans l'auberge tandis que les autres rejoignent leur hôtel à l'autre bout de la vieille ville. Je plonge dans une somnolence qui sera bientôt bercée par l'adhan des nombreux muezzins puis

par les oiseaux hébergés dans les arbres de l'Esplanade. Malgré l'exiguïté des lieux, je me sens bien. Lorsque soudain des cris d'hommes se mêlent à mes rêves et finissent par me réveiller tout à fait. Je tente d'identifier ces voix. Je ne saisis pas les mots, ce n'est pas de l'arabe. Je finis par me lever et constate que des policiers sont à une dizaine de mètres de l'auberge, bloquant l'entrée de l'Esplanade. Ils filtrent les personnes au niveau d'un barrage, tandis qu'à côté se trouve une station de police, s'interpellant à grand bruit. Ils occupent ce coin dont je découvrirai que les Palestiniens ont été largement refoulés.

J'observe un groupe de vieilles femmes palestiniennes qui tentent de passer, elles brandissent des cartes qui ne semblent pas leur permettre d'entrer. S'ensuivent des palabres interminables, les femmes refusant d'abdiquer, tandis que les policiers commencent à s'énerver dans un arabe parfait. Elles n'abandonnent pas, s'assoient à 2 mètres et attendent, hélant parfois l'un d'entre eux comme pour lui signifier qu'elles ont un droit qui se respecte.

Excédée par cette brutalité, j'avale un café et décide de quitter ce lieu. J'ai hâte de me rendre en... Palestine. Je m'éloigne de cette artère du nom de Bab El-Silsila (la porte de la Chaîne) pour m'enfoncer dans des ruelles qui s'éveillent langoureusement. Les commerçants ouvrent leurs boutiques et déploient leurs étals dans cette ambiance nonchalante de petit matin que depuis des décennies berce la chanteuse libanaise Fairouz. Lentement, la foule se densifie dans le Souq Khan Ez-Zeit et ses ramifications. C'est un des coins les plus pittoresques où la population locale côtoie la multitude de gens venus d'ailleurs. Je respire... la nostalgie... Quelle n'est alors ma surprise de voir flâner en cet endroit des petits groupes de femmes et enfants colons. Quatre ans plus tôt, je n'avais pas vu ces familles déambuler dans la ville musulmane. Evidemment, la cité était occupée et les soldats la quadrillaient, contrôlaient chaque coin et recoin et surveillaient de leurs caméras les moindres mouvements des habitants. Ils s'étaient emparés des belles demeures en expropriant leurs propriétaires, faisant flotter leurs drapeaux de conquérants. Ils creusaient sous la mosquée d'Al-Aqsa pour y chercher un temple inexistant qui justifierait sa destruction et ils n'hésitaient pas détruire des tombes de chrétiens. Mais en ce temps, dans les rues, on ne voyait que des hommes en noir traverser la ville, visages renfrognés, regards hostiles orientés vers le sol... les avant-

postes... Aujourd'hui ce sont leurs femmes qui se meuvent avec aisance, affichant cette assurance provocatrice... du colonisateur.

Je me délivre de ces observations douloureuses... en traversant le quartier chrétien qui est déjà bien animé, les échoppes riches d'artisanat invitent les passants tandis que les pèlerins par dizaines se dirigent vers l'Église du Saint Sépulcre. Je ne m'attarde pas et retourne dans les ruelles sinueuses, non loin de la porte de Damas, quand une pierre me manque de peu. D'où vient-elle ? Un groupe de militaires malmènent un garçon qui se défend à grands cris et par de fortes gesticulations. Tout autour, des passants se rassemblent comme pour protéger l'adolescent. L'un d'entre eux m'explique qu'ils sont à la recherche d'un enfant accusé d'avoir lancé des pierres, ne le trouvant pas c'est à son frère qu'ils s'en prennent. D'une voix laconique il m'explique qu'il sera certainement arrêté comme tant d'autres adolescents qui ne supportent plus les brimades systématiques des militaires. Mais rapidement l'activité reprend : les vendeuses de feuilles de vignes fraîches, assises à même le sol, hèlent les passants...

Je m'éloigne... affligée par cette agression permanente que subissent les habitants de cette ville meurtrie, amputée, colonisée. En forçant progressivement la judaïsation de la ville ils la défigurent chaque jour un peu plus... Non contents d'arracher son sous-sol, ils veulent maintenant faire main basse sur l'Esplanade des Mosquées en y construisant synagogues et restaurants. Humiliés, spoliés, chassés, quelle leçon de résistance pourtant nous offrent les habitants à chaque coin de rue, tel ce vieillard au visage de parchemin qui me console : « Ne te chagrine pas, ma fille... beaucoup de conquérants sont passés... Ceux qui ont adopté l'esprit d'Al-Qods sont restés et sont devenus des Maqdisis, quant aux autres... ils sont repartis. Contre notre Sumud (persévérance), ils ne peuvent rien, in cha Allah ! »

Salima Mellah





## *Vallée du Jourdain, Palestine : un berger de 17 ans, tué par une des mines israéliennes disséminées dans la pâture*

Révolte, colère, indignation, ce sont les sentiments qui dominent lorsqu'on revient de Palestine, avec une furieuse envie de secouer l'inertie des responsables politiques, de dénoncer l'hypocrisie des Hollande, Merkel, Obama, ONU et compagnie. Et un sentiment d'urgence que l'on voudrait faire partager. Assez de déclarations et condamnations verbales qui n'engagent à rien ! Assez d'indignations sélectives! Assez de décisions honteuses prises en catimini! **SANCTIONNEZ !**

Imaginez un pays de collines, beau, à la végétation méditerranéenne, avec ici et là de véritables coins de paradis, une population accueillante, des villes au passé prestigieux ou modeste et dont le charme et/ou la spiritualité vous happent...

Mais un pays morcelé, balafré par une immonde clôture électronique qui déchire le paysage et annexe les meilleures terres et les nappes phréatiques, un mur de béton hideux haut de 9 mètres et qui ampute villes et villages, emprisonnant toute une population, des check-points fixes ou volants où de très jeunes gens, garçons et filles, soldats de l'armée israélienne d'occupation des années durant humilient quotidiennement voyageurs, travailleurs, étudiants, écoliers palestiniens...

Un pays défiguré par la colonisation, l'occupation : quel nom donne-on à la destruction des terres et des paysages? Géographique? Où que le regard se porte il est agressé par un réseau de colonies, laides et uniformes, qui chapeaute toutes les collines de Cisjordanie, n'en finissant pas de s'étendre, véritable cancer qui ronge le territoire. Là vivent à l'abri de leurs murs et clôtures, et en violation du droit international, toute une population israélienne chargée d'occuper l'espace palestinien et ce faisant d'en chasser la population, colons extrémistes ou population modeste attirée par tous les avantages accordés par les gouvernements israéliens. Ces colonies

sont reliées à Israël et entre elles par un magnifique réseau de routes à 4 voies réservées aux seuls colons, véritable cordon ombilical...

Et quel nom donner à la destruction d'un peuple, d'une société, de son territoire?

14 mai 2014 dans la Vallée du Jourdain. Vous êtes pris à la gorge par la désolation qui règne sur ce paysage lunaire à la végétation maigre et rabougrie, aux oueds asséchés, aux canalisations où ne coule qu'un mince filet d'eau lorsqu'elles n'ont pas été saccagées. Le ciel est d'un bleu intense, le soleil darde ses rayons, la chaleur est accablante, les pluies se sont éloignées. Dans quelques jours l'eau ne coulera plus, et pourtant elle est là, en abondance sous vos pieds. Les habitants devront en acheter aux Israéliens, et cher. Leur propre eau. Sous vos yeux, là les carcasses fracassées des campements de Bédouins éleveurs semi nomades, ici des pancartes interdisant l'accès aux pâtures au motif de fouilles archéologiques inexistantes, plus loin des remblais de terre empêchent les paysans d'accéder à leurs champs de céréales. Interdiction de forer des puits, interdiction de recueillir l'eau de pluie, interdiction de cultiver, interdiction de récolter, interdiction de se déplacer, interdiction de vivre! La misère absolue organisée par « la seule démocratie du Proche-Orient » autoproclamée et partenaire privilégié de l'Union Européenne. Ici vous êtes en zone C sous contrôle total de l'occupant qui ne respecte aucune règle, loi, Convention internationale ou humanitaire, dont l'armée utilise les habitations palestiniennes comme terrain d'entraînement et laisse délibérément derrière elle des munitions qui mutilent et tuent. Les colons armés quant à eux se « contentent » de harceler la population: violences contre les bergers, contre les enfants sur le chemin de l'école, saccage des sources, empoisonnement des troupeaux...leur inventivité pour nuire est perverse et sans limite.

De plus de 300 000 habitants en 1967 la population palestinienne dans la Vallée du Jourdain est tombée à une cinquantaine de mille, un nettoyage ethnique « soft » (si l'on peut dire) est à l'œuvre. Les colonies israéliennes, oasis de verdure où l'eau\* n'est pas mesurée, couvrent de palmiers dattiers, orangers, bananiers 50% de la vallée, 45 autres % ayant été déclarés zone militaire fermée, avec ça et là, non ne riez pas, des zones naturelles protégées, toutes interdites aux

Palestiniens! Et deux entreprises françaises, Véolia et Orange\*\*, par leur présence participent sans aucun scrupule à ces violations du droit international. L'argent n'a pas d'odeur c'est bien connu. Leurs prestations sont réservées aux Israéliens. Vous avez dit apartheid ?

Dignité, engagement, révolte et aussi résistance, et espoir et courage : le «soumoud», c'est ce qui anime Rasheed, Sereen, Abdel Abed, et tous ceux que nous avons rencontrés. Ils nous expliquent et nous montrent l'eau qui s'amenuise et va bientôt disparaître des canalisations, les stations de pompes israéliennes qui l'accaparent, les briques de paille et terre crue qu'ils fabriquent pour reconstruire les habitations détruites, les ordres d'expulsion et l'arrivée des bulldozers au petit matin, les arrestations, la prison, les menaces, les humiliations, leur lutte au plan juridique, l'importance de l'éducation, et comment certains doivent pour survivre travailler dans les colonies, pour un salaire de misère, sur leurs propres terres confisquées! Et l'inertie de la dite communauté internationale. Inacceptable. Colère et douleur, partagées.

Dans la Vallée la solidarité est forte, les gens s'organisent et se battent avec la Jordan Valley Solidarity\*\*\* pour résister au rouleau compresseur de l'occupation/colonisation/expulsion. Et ils en appellent à une solidarité internationale, tout en se défiant des grandes ONG internationales qui font leur business.

Devoir de témoigner, informer, mobiliser, et revenir.

La Vallée du Jourdain doit revivre, ses habitants doivent vivre libres et en sécurité sur leur terre, les colons doivent partir. C'est ce que disent le droit et la justice.

Mais quel chef d'État, quel organisme international aura la volonté et le courage d'imposer la force du droit contre la violence de la force ?

Françoise Leblon

Notes :

*En droit international il est interdit à l'occupant d'installer sa population dans le territoire occupé. TOUTES les colonies israéliennes en Palestine sont illégales*

\* Dans les colonies de la Vallée du Jourdain, ni l'eau, ni l'électricité, ni la terre ne sont mesurées aux colons qui bénéficient de conditions de vie très confortables.

\*\* Véolia et Orange :

- Véolia :participe à la colonisation et est notamment impliquée dans le tramway de Jérusalem reliant la partie israélienne de la ville aux colonies situées à l'Est, les lignes d'autobus reliant des colonies par des routes de contournement réservées aux israéliens, la décharge de Tovlan avec toutes les nuisances pour les Palestiniens sans aucun service, le traitement des eaux usées de la colonie de Modi'in Illit
- Orange : a signé un accord de partenariat avec la société israélienne Partner qui installe des relais téléphoniques pour l'armée et les colons dans les territoires palestiniens occupés et collabore avec Israël pour bloquer le réseau de communication palestinien.

<http://www.france-palestine.org/Materiel-BDS-de-l-AFPS,23731>

\*\*\* Jordan Valley Solidarity Campaign : L'Association Solidarité de Vallée du Jourdain est un réseau qui regroupe les communautés rurales et populaires palestiniennes de toute la Vallée du Jourdain et ses soutiens internationaux. Son but est de protéger l'existence des Palestiniens et leur environnement unique de la Vallée du Jourdain en construisant un soutien international et en aidant des communautés sur le terrain. Pour en savoir plus sur la Vallée du Jourdain, consulter le site : <http://www.jordanvalleysolidarity.org/index.php/about-us/our-campaign>



## Retour de Palestine

Nous rentrons d'une mission civile en Palestine d'une dizaine de jours organisée par l'AFPS Alès-Cévennes. Elle était composée de 12 personnes qui n'étaient pas toutes membres de l'association. Elle s'appuyait sur la relation privilégiée développée depuis plusieurs années avec le dispensaire rural d'Abu Shkhedem que l'association soutient matériellement.

La visite s'est déroulée exclusivement en Cisjordanie, l'accès à la Bande de Gaza étant impossible.

Nous voulions que ce séjour s'effectue au plus près de la population palestinienne afin de comprendre la réalité de la situation politique et humaine qui prévaut en Palestine occupée.

Etaient prévues des visites de lieux emblématiques de la situation (Jérusalem, Bethléem, Naplouse, Hébron,...) ainsi que des rencontres avec des acteurs de la société civile, du monde politique, des anticolonialistes israéliens, de voir...

Et nous avons vu. Et nous avons été profondément choqués et plus d'une fois bouleversés.

Et ce que nous avons vu, nous voulons le partager, le faire connaître. Vous en faire part afin que vous aussi, vous sachiez.

Nous avons vu le mur, les murs, clôture électronique ou de béton, qui se déploient sur des centaines de kilomètres, séparant non seulement les Israéliens des Palestiniens mais les Palestiniens des Palestiniens coupant des villages en deux, empoisonnant la vie des gens, vu les maisons détruites, les familles expulsées pour lui faire place,...

Nous avons vu les colonies qui avancent inexorablement, véritable réseau qui recouvre et chapeaute toutes les collines de Cisjordanie et qui agressent l'œil où que le regard se tourne, générant de larges routes pour les relier entre elles et réservées au seul usage des colons.

Nous avons vu la Vallée du Jourdain dont les habitants, parmi les plus pauvres de Palestine, tentent de survivre et de rester malgré les destructions de maisons, d'écoles, de structures de santé, malgré

la confiscation de la terre et de l'eau. Ce pourrait être un paradis et ça l'est pour les seuls colons et c'est un enfer pour ceux qui ne disposent que de l'eau de pluie alors que sous leurs pieds elle est en abondance mais interdite d'accès. Nous avons vu la révolte, le courage et la lutte quotidienne de ses habitants. Et leur dignité. Des habitants qui s'organisent pour conserver leur terre... surtout ne pas partir...

Nous avons vu à l'œuvre la répression pratiquée par la puissance occupante : deux adolescents tués pour avoir participé à une manifestation non-violente et qui étaient d'Abu Shkhedem. Nous avons assisté aux obsèques. Nous avons rencontrés d'anciens prisonniers, des proches de prisonniers... En Palestine on rencontre toujours des personnes qui ont été emprisonnées ou dont un proche l'est ou l'a été e... Nous avons rencontré une jeune fille qui depuis 8 ans n'a pas eu le droit de rendre visite à son père...

Après l'observation, l'action. L'un des objectifs de la mission était de prendre des contacts avec des collectivités locales palestiniennes, des associations, dans la perspective de tisser des liens entre ici et là-bas, de permettre à des collectivités locales cévenoles de s'engager dans des relations de solidarité et d'échanges en Palestine. Nous prévoyons des rendez-vous avec des élus locaux contactés avant notre départ.

Françoise Leblon

## Annexes

### Programme de la mission civile, lieux visités et rencontres

**Sa 10 mai Jérusalem**

A-m. Arrivée

**Di 11 mai Jérusalem**

Mat. Jérusalem : Rendez-vous porte Bab Al Hamoud pour visite et découverte de la vieille ville  
A-m. 14h : Exposé de Michel Warschawski sur la colonisation puis tournée en bus pour nous montrer la stratégie de colonisation d'Israël autour de Jérusalem

**Lu 12 mai Bethléem, Battir, Deisheh**

Mat. Balade dans Bethléem : lieux historiques, vieille ville  
A-m. Village de Battir rencontre avec élus, RV avec une pédopsychiatre à Beit Jala, rencontre association Solidarité. Tour du camp et échanges avec Hamza du Centre Ibdaa

**Ma 13 mai Hébron**

Mat. Rencontre avec l'association Hébron-France, visite de la ville d'Hébron et de la verrerie  
A-m. Hébron, rencontre avec un responsable de la coopérative Al Sanabel

**Me 14 mai Vallée du Jourdain**

Mat. Vallée du Jourdain, avec l'Association Jordan Valley Solidarity  
A-m. Vallée du Jourdain

**Jeu 15 mai Ramallah**

Mat. Ramallah : Rencontres avec Yaser Abed (coopération décentralisée), et l'ONG de santé PMRS, manifestation commémoration de la Naqba  
A-m. Ramallah : Mausolée de Yasser Arafat, tombe et musée Mahmoud Darwich, Mort de Mohamed et Nadeem devant la prison d'Ofer

**Ve 16 mai Abu Shkhedem**

Mat. Abu Shkhedem Obsèques de Mohamed à Abu Shkhedem et de Nassim à Mazra'a  
AM. Abu Shkhedem : Accueil de notre délégation au dispensaire, rencontre avec les responsables du club des jeunes

**Sa 17 mai Abu Shkhedem**

Mat Abu Shkhedem : longue rencontre avec le maire de la municipalité de Zeitouna ( Abu shkhedem + Mazra'a)

**Di 18 mai Ramallah**

Mat. Ramallah : rencontre avec l'association Addameer, Ilham Sami du ministère des affaires féminines, avec Majed Bamya, chargé de la campagne prisonniers au ministère des affaires étrangères  
A-m. Rencontre avec Khalida Jarrar, députée du FPLP et Abla Sada'at, épouse de prisonnier

**Lu 19 mai Naplouse**

Mat. Naplouse rencontre avec l'Association Human Supporters  
A-m. Visite de la ville, du camp de Balata, du centre Yafa

**Ma 20 mai Tulkarem (villages)**

Mat. Tulkarem : les villages le long du mur : rencontre avec Fayez Taneeb agriculteur et coordinateur de la Coordination des comités de résistance populaire  
A-m. Le mur, la pollution industrielle israélienne, l'agriculture

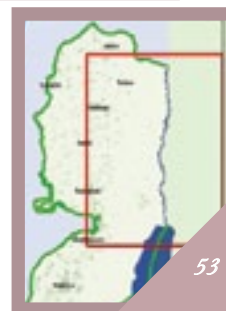
**Me 21 mai Jérusalem**

Journée libre à Jerusalem

**Jeu 22 mai Retour**

Chaque journée était suivie d'une séance de « débriefing » en soirée, moment important qui permettait de mettre en commun et d'exprimer entre autre les émotions souvent fortes de la journée

### Carte de la Vallée du Jourdain



*Des Cévennes  
à la Vallée du Jourdain*

Carnet d'un voyage en Palestine



**AFPS Alès-Cévennes**

526 Chemin de Sauvezon -30100 Alès

contact : [afpscevennes@yahoo.fr](mailto:afpscevennes@yahoo.fr)

tél. : 06 69 46 04 78